



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 6 JUILLET 1946

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JULY 6th, 1946

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
12029 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once ~~are~~ followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
12029 — 1-52

Lettres patentes

"Association des vétérans propriétaires de taxis de Montréal"

Veterans' Taxi Owners Association of Montreal"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du troisième jour de juin 1946, constituant en corporation: Joseph-Napoléon Bigras, Paul-J. Ahélo et Émilien Montambault, chauffeurs, et Léopold Ferland, employé civil, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, posséder, exploiter, en tout ou en partie, toute entreprise de transport de personnes ou de choses, au moyen de taxis, autobus, voitures de location, camions ou autre mode de transport, et détenir à ces fins tout permis ou franchise quelconque;

Acquérir et exploiter toute entreprise de garage, d'atelier de réparation, de mécanique, et

Letters Patent

"Association des vétérans propriétaires de taxis de Montréal"

Veterans' Taxi Owners Association of Montreal"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1946, incorporating: Joseph-Napoléon Bigras, Paul-J. Ahélo, and Émilien Montambault, chauffeurs, and Léopold Ferland, civil servant, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purpose:

To acquire, own, operate, in whole or in part, any undertaking for the transportation of persons or things, by taxis, autobuses, hired vehicles, trucks or other of transportation, and, for such purposes, to hold any license or franchise whatsoever;

To acquire and operate any undertaking concerning a garage, repair shop, mechanical supply,

tout commerce de véhicule, de pièces mécaniques ou accessoires de toutes sortes, sous le nom de "Association des Vétérans Propriétaires de Taxis de Montréal — Veterans' Taxi Owners Association of Montreal."

Le montant du capital-actions de la compagnie est de \$26,000.00, divisé en 10 actions ordinaires de \$100.00 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le troisième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,
14744-o L. DÉSILETS.

and any business concerning vehicles, mechanical parts or accessories of every kind, under the name of "Association des Vétérans Propriétaires de Taxis de Montréal — Veterans' Taxi Owners Association of Montreal."

The amount of the capital stock of the company will be \$26,000, divided into 10 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1946.

L. DÉSILETS,
14744 Deputy Attorney General.

"Battery & Electric Service (Three Rivers) Ltd"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q. 1941, des lettres patentes en date du sixième jour de mai 1946, constituant en corporation: Frank Bernard Chauvin, avocat, Madeline Frances Brennan, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Jean Martineau, avocat, de Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et marchands d'accumulateurs de toutes sortes, radios, lessiveuses et appareils électriques;

Exercer le commerce d'importateurs et exportateurs et acheter, vendre, réparer et faire le commerce général de toutes sortes et descriptions d'articles, objets et marchandises se rapportant aux accumulateurs, radios, lessiveuses et appareils électriques, automobiles et pièces d'automobiles, sous le nom de "Battery & Electric Service (Three Rivers) Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 50 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Trois-Rivières, district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général,
14745 L. DÉSILETS.

"Battery & Electric Service (Three Rivers) Ltd"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q. R. S. 1941, bearing date the sixth day of May, 1946, incorporating: Frank Bernard Chauvin, advocate, Madeline Frances Brennan, stenographer, spinster of the full age of majority, both of the City of Montreal, and Jean Martineau, advocate, of Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of and dealers in batteries of all kinds, radios, washing machines and electrical appliances;

To carry on the business of importers and exporters of, and to buy, sell, repair and deal in generally all kinds and descriptions of goods, wares and merchandise relating to batteries, radios, washing machines and electrical appliances, automobiles and automobile parts, under the name of "Battery & Electrical Service (Three Rivers) Ltd.", with a total capital stock of \$5,000.00, divided into 50 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Three-Rivers, in the District of Three-Rivers.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1946.

L. DÉSILETS,
14745-o Deputy Attorney General.

"Girard-MacLean Limited"

"Girard-MacLean Limitée"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de mai 1946, constituant en corporation: Camille Girard, Hector-Alexander MacLean, entrepreneurs, et Maurice De Coster, comptable agréé, tous de la ville de Noranda, district de Rouyn-Noranda, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de plomberie, chauffage, poseurs de tuyaux à vapeur, poseurs de tuyaux, systèmes de réfrigération, systèmes de ventilation, systèmes de gicleuses, travaux de métaux en feuilles, installations électriques, ferronnerie, toiture et tout ce qui s'y rapporte;

Acheter, vendre, manufacturer, importer, exporter, négocier et faire le commerce d'accessoires et outillage de plomberie et de chauffage, ferronnerie, outillage et accessoires électriques, neufs

"Girard-MacLean Limited"

"Girard-MacLean Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec bearing date the fourteenth day of May, 1946, incorporating: Camille Girard, Hector-Alexander MacLean, contractors, and Maurice De Coster, chartered accountant, all of the Town of Noranda, District of Rouyn-Noranda, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of plumbing, heating, steam-fitting, pipe-fitting, refrigeration work, ventilation work, sprinkler work, sheet-metal work, electrical work, hardware, roofing and all that is incidental thereto;

To purchase, sell, manufacture, import, export, trade in and deal with plumbing and heating supplies and equipment, hardware, electrical equipment and supplies, new or used, and

ou usagers, et accessoires de construction, sous le nom de "Girard-MacLean Limited — Girard-MacLean Limitée", avec un capital total de \$99,000, divisé en 99,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Noranda, district de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général,
14746 L. DÉSILETS,

building supplies, under the name of "Girard-MacLean Limited — Girard-MacLean Limitée", with a total capital stock of \$99,000.00, divided into 99,000 shares of \$1.00 each.

The head office of the Company will be at Noranda, District of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1946.

L. DÉSILETS,
14746-o Deputy Attorney General.

"La Conserverie de Charlesbourg, Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de mai 1946, constituant en corporation: Joseph-Élie de Ladurantaye, manufacturier, de Charlesbourg, Stanislas Gilbert, inspecteur, et Jos.-Alfred Girard, agent, ces deux derniers de la cité de Québec, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire la mise en conserve de tous fruits, légumes, viandes, poisson et généralement de tout produit alimentaire quelconque;

Fabriquer, acheter, vendre, distribuer, exporter, importer, emballer, faire le commerce en gros et en détail de toute denrée alimentaire, sous le nom de "La Conserverie de Charlesbourg, Ltée".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$60,000.00, divisé en 1200 actions de \$50.00 chacune;

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$48,000.00, divisée en 960 actions de cinquante dollars chacune;

Le siège social de la compagnie sera à Charlesbourg, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et unième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général,
14750-o L. DÉSILETS.

"La Conserverie de Charlesbourg, Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1946, incorporating: Joseph Elie de Ladurantaye, manufacturer, of Charlesbourg, Stanislas Gilbert, inspector, and Jos. Alfred Girard, agent, these two latter of the city of Quebec, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in the canning of fruit, vegetables, meats, fish and generally any foodstuffs whatsoever;

To manufacture, buy, sell, distribute, export, import, pack, and deal wholesale and retail in all foodstuffs, under the name of "La Conserverie de Charlesbourg, Ltée".

The amount of capital stock of the company will be \$60,000, divided into 1200 shares of \$50 each.

The part of capital stock to be issued as preferred shares will be \$48,000, divided into 960 shares of fifty dollars each.

The head office of the company will be at Charlesbourg, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1946.

L. DÉSILETS,
14750 Deputy Attorney General.

"Lambton Manufacturing Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de mai 1946, constituant en corporation: Bertrand Bellegarde, Roméo Baillargeon, industriel, et le Dr Joseph-Émilien Chabot, médecin, tous trois de Lambton, district de Beauce, et J.-Réal Dupont, gérant des cité et district de Québec, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes les spécialités le commerce de constructeur et entrepreneur sous toutes ses formes, de manufacturier, négociant, commerçant, agent, courtier, soit en gros, soit en détail, à la fois comme principal et agent, et pour elle-même et pour d'autres, d'articles en bois ou en métal, sous le nom de "Lambton Manufacturing Limited", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 400 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-septième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général,
14751-o L. DÉSILETS.

"Lambton Manufacturing Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1946, incorporating: Bertrand Bellegarde, Roméo Baillargeon, manufacturers, and Dr. Joseph Émilien Chabot, physician, all three of Lambton, district of Beauce, and J. Réal Dupont, manager, of the city and district of Quebec, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally, and in all the specialties thereof, the business of builder and contractor, under all forms of same, manufacturer, merchant, trader, agent, broker, whether wholesale or retail, both as principal and agent, and for itself or for others, of wooden or metal articles, under the name of "Lambton Manufacturing Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1946.

L. DÉSILETS,
14751 Deputy Attorney General.

"Electric Agencies Ltd."
"Les Agences Electriques Ltée"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Charles LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dixième jour de mai 1946, constituant en corporation: William H. McKinley, marchand, Stanley O. McKinley, commis, tous deux des cité et district de Québec, et Theodore W. Martinson, marchand, des cité et district de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme marchands faisant le négoce de toutes installations électriques, machinerie, outils, instruments et accessoires;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce d'appareils et accessoires électriques de toutes sortes et nature, et exercer le commerce qui consiste à vendre des pièces de radios et accessoires électroniques de toutes sortes et nature; et manufacturer, acheter et vendre des radios et leurs accessoires de toute description; faire le commerce général, acheter, vendre ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de métaux, plastiques et ces autres matériaux requis pour les opérations dudit commerce, sous le nom de "Electric Agencies Ltd. — Les Agences Electriques Ltée".

Le capital-actions de ladite compagnie consistera en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, c dixième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général,
14752 L. DESILETS.

"Electric Agencies Ltd."
"Les Agences Electriques Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Charles LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S. 1941, bearing date the tenth day of May, 1946, incorporating: William H. McKinley, merchant, Stanley O. McKinley, clerk, both of the City and District of Quebec, and Theodore W. Martinson, merchant, of the City and District of Montreal, all in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as merchants dealing with all electrical equipments, machinery, tools, instruments and accessories;

To manufacture, buy, or otherwise acquire and sell, or otherwise deal in electronics of all kinds and nature, and to carry on the business of selling radio parts and electronic supplies of all kinds and nature; and to manufacture, buy and sell radios and accessories thereof of every description; to deal generally, buy, sell, or otherwise dispose of manufacture, produce, import, and export all kinds of metals, plastics, and such other material required for the operation of said business, under the name of "Electric Agencies Ltd. — Les Agences Electriques Ltée".

The capital stock of the said Company shall consist of 100 common shares of the par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of May, 1946.

L. DESILETS,
14752-o Deputy Attorney General.

"Sherbrooke Symphony Concerts, Inc."
"Les Concerts Symphoniques de Sherbrooke, Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Charles LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du quinzième jour de mai 1946, constituant en corporation sans capital-actions: Paul-Émile Fortier et Jean Dansereau, officiers de fiducie, Dame Mabel Barker Bradley, ménagère, épouse séparée de biens de Frederick Hamilton Bradley et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Jacques Olivier, médecin, John White Hughes Bassett, éditeur, Sylvio Lacharité, musicien, Roméo Duford, secrétaire, et Wesley Hyndman Bradley, avocat, tous de la cité de Sherbrooke, district de St-François, province de Québec, dans les buts suivants:

Promouvoir et encourager l'appréciation et l'expression de la bonne musique;

Encourager la participation active et le support d'un orchestre symphonique à Sherbrooke;

Prendre tout l'actif, l'entreprise et la société de "Les Concerts Symphoniques de Sherbrooke", un corps non-incorporé, et assumer toutes les dettes dudit corps non-incorporé, sous le nom de "Sherbrooke Symphony Concerts, Inc. — Les Concerts Symphoniques de Sherbrooke, Inc."

"Sherbrooke Symphony Concerts, Inc."
"Les Concerts Symphoniques de Sherbrooke, Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Charles LaRichelière, in conformity with section 2, Chapter 276, Q.R.S. 1941, bearing date the fifteenth day of May, 1946, incorporating without share capital: Paul-Émile and Jean Dansereau, trust officers, Dame Mabel Barker Bradley, housewife, wife separate as to property of Frederick Hamilton Bradley and duly authorized by him for these presents, Jacques Olivier, physician, John White Hughes Bassett, publisher, Sylvio Lacharité, musician, Roméo Duford, secretary, and Wesley Hyndman Bradley, advocate, all of the City of Sherbrooke, district of St. Francis, Province of Quebec, for the following purposes:

To promote and encourage the appreciation and expression of good music;

To encourage active participation in and support of a symphony orchestra in Sherbrooke;

To take over the entire assets, undertaking and membership of "Les Concerts Symphoniques de Sherbrooke", an unincorporated body and to assume all the liabilities of the said unincorporated body, under the name of "Sherbrooke Symphony Concerts, Inc. — Les Concerts Symphoniques de Sherbrooke, Inc."

Le montant auquel est limité le revenu annuel des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de dix mille dollars (\$10,000).

Le siège social de la corporation sera en la cité de Sherbrooke, district de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général,
14753 L. DÉSILETS.

The amount of the annual revenue from the immoveable property which the corporation may hold is to be limited to Ten thousand dollars (\$10,000.00).

The head office of the Corporation will be at the City of Sherbrooke, in the District of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1946.

L. DÉSILETS,
14753-o Deputy Attorney General.

"Les Entreprises St-Louis Ltée"
"St. Louis Enterprises Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour de mai 1946, constituant en corporation: Roger Létourneau, Maurice Kieffer, tous deux avocats, et Colette Green, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Québec, province of Québec, dans les buts suivants:

Ériger, construire, bâtir, assembler, améliorer ou démolir toutes sortes de constructions, immeubles, bâtisses, bâtiments, chemins, routes, ponts, chaussées, quais, viaducs, barrages, et tous autres édifices publics ou privés, du ressort d'un entrepreneur général en construction;

Faire le commerce en gros et détail, de tous matériaux quelconques employés dans l'industrie de la construction, sous le nom de "Les Entreprises St-Louis-Ltée — St. Louis Enterprises Ltd.", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 25, rue St-Louis, Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-troisième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général,
14754-o L. DÉSILETS.

"Les Entreprises St-Louis Ltée"
"St. Louis Enterprises Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1946, incorporating: Roger Létourneau, Maurice Kieffer, both advocates, and Collette Green, secretary, spinster, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To erect, build, construct, assemble, improve or demolish any kinds of constructions, immovables, buildings, structures, roads, highways bridges, embankments, wharves, viaducts, barrages and any other public or private buildings entering in the business of a general building contractor;

To deal, wholesale and retail in any materials whatsoever used in the building industry, under the name of "Les Entreprises St-Louis Ltée — St. Louis Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 25 St. Louis street, Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1946.

L. DÉSILETS,
14754 Deputy Attorney General.

"Metropolitan Service Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Charles LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du huitième jour de mai 1946, constituant en corporation: Cora Racicot, comptable, Gabrielle Larose, secrétaire, toutes deux filles majeures, et Robert Hodge, avocat, tous des cité et district de Montreal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire l'exploitation commerciale d'omnibus, fiacres, fardiens, taxis, autobus, auto-camions, camions ou autres moyens de transport publics ou privés, loueurs de chevaux et pourvoyeurs de fourrage, marchands de chevaux et cultivateurs, herbagers et marchands de foin, avoine, blé, paille et fourrage de toutes sortes; exercer tous ou aucun des commerces suivants: voituriers généraux sur terre ou sur l'eau et dans l'air, agents de chemin de fer et de transport, emmagasineurs et entrepreneurs, agents de transfert et de messageries et tout autre commerce semblable et exercer le commerce qui consiste à exploiter des autobus et des camions de toutes sortes, bateaux à vapeur, vaisseaux, remorqueurs, traversiers pour

*** "Metropolitan Service Incorporated"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Charles LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the eighth day of May, 1946, incorporating: Cora Racicot, accountant, Gabrielle Larose, secretary, both spinsters of the full age of majority, and Robert Hodge, advocate, all of the city and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of omnibus, cab, dray, taxi-cab, motor bus, auto dray, motor truck or other private or public conveyances, livery and feed stable keepers, horse dealers and farmers, graziers and dealers in hay, oats, corn, straw and fodder of all kinds; to carry on all or any of the following business, general carriers, upon land or water and in the air, railway and forwarding agents, storage and warehousemen transfer and express agents, and any other similar business and to carry on the business of running motor omnibusses of all kinds and motor trucks, steamships, vessels, tugs, car-ferries, dredges, lighters, barges, boats, water craft of every description, airplanes, hydroplanes and

chairs, dragues, allèges, barges, bateaux, vaisseaux, remorqueurs, traversiers pour chairs, dragues, allèges, barges, bateaux, vaisseaux de toute description, aéroplanes, hydroplanes et vaisseaux aériens de toute description à tels endroits que la compagnie jugera convenables;

Acheter et vendre en gros et en détail, échanger, réparer ou autrement faire le commerce de véhicules, automobiles, moteurs à gazoline, à vapeur et à l'électricité, camions, taxis, autobus, auto-camions, voitures, aéroplanes, hydroplanes ou autres véhicules actionnés par tout énergie motrice quelconque;

Exercer le commerce de remorquage dans toutes ses spécialités et exercer un commerce général de renflouage et de sauvetage, sous le nom de "Metropolitan Service Incorporated", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général,
14755 L. DÉSILETS.

"Naval Officers Club (Montreal) Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de mai 1946, constituant en corporation sans capital-actions: Ralph Berton Warwick, Thomas Chalmers Brainerd, Jr., et John Eric Harrington, administrateurs, et William Richard Wright, étudiant, tous de la cité de Montréal, et Donald Robertson McRobie, administrateur, James Evelyn Mitchell, avocat, de la cité de Westmount, John MacNab McConnell, marchands d'obligations, de Pointe-Claire, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Organiser et former une association d'officiers actifs et retirés des forces navales du Canada, sous le nom de "Naval Officers Club (Montreal) Inc."

Encourager et promouvoir des relations charitables, sociales et patriotiques parmi les membres et perpétuer l'intérêt dans les traditions et les actions du services naval du Canada, sous le nom de "Naval Officers Club (Montreal) Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de cinquante mille dollars (\$50,000).

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général,
14756 L. DÉSILETS.

"Products and Services Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Charles LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dixième jour de mai 1946, constituant en corporation: G. William MacIntyre, vétérinaire, de Sillery, Robert Perron, procureur, et Charlotte Maheux, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Québec, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

aircraft of every description at such places as the company may see fit;

To buy and sell by wholesale and retail, exchange, repair or otherwise deal in vehicles, motor cars, gasolene, steam and electric engines, motor trucks, taxicabs, motor busses, motor drays, carriages, airplanes, hydroplanes or other vehicles propelled by any power whatsoever;

To carry on the business of towing in all its branches and to carry on a general wrecking and salvaging business, under the name of "Metropolitan Service Incorporated", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1946.

L. DÉSILETS,
14755-o Deputy Attorney General.

"Naval Officers Club (Montreal) Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first of May, 1946, incorporating without share capital: Ralph Berton Warwick, Thomas Chalmers Brainerd, Jr., and John Eric Harrington, executives, and William Richard Wright, student, all of the city of Montreal, and Donald Robertson McRobie, executive, James Evelyn Mitchell, advocate, of the city of Westmount, John MacNab McConnell, bond dealer, of Pointe-Claire, all of the district of Montreal, Province of Québec, for the following purposes:

To organize and form an association of active and retired officers of the Naval Forces of Canada under the name of "Naval Officers Club (Montreal) Inc.";

To foster and promote charitable, social and patriotic relations amongst the members and to perpetuate interest in the traditions and accomplishments of the Naval Service of Canada, under the name of "Naval Officers Club (Montreal) Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold, is to be limited, is fifty thousand dollars (\$50,000.00).

The head office of the Corporation will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1946.

L. DÉSILETS,
14756-o Deputy Attorney General.

"Products and Services Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, represented by M. Charles LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the tenth day of May, 1946, incorporating: G. William MacIntyre, veteran, of Sillery, Robert Perron, barrister, and Charlotte Maheux, stenographer, of the full age of majority, both of the city of Québec, all in the district of Québec, Province of Québec, for the following purposes:

Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir de la machinerie, outillage et matériaux de construction; et vendre, louer, échanger, hypothéquer ou autrement disposer et prendre les garanties qui peuvent être jugées nécessaires;

Manufacturer ou fabriquer des installations mécaniques, matériaux de construction ou tous produits connexes et en donner le service, sous le nom de "Products and Services Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cinq mille actions n'ayant aucune valeur nominale ou au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de vingt-cinq mille dollars.

Le siège social de la compagnie sera à 111 côte de la Montagne, Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, dixième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général,
14757 L. DÉSILETS.

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire machinery, equipment and building supplies; and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of and to take such security as may be deemed necessary;

To manufacture or fabricate mechanical equipment, building materials or any allied products and to service same, under the name of "Products and Services Limited".

The capital stock of the company is divided into five thousand shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be twenty-five thousand dollars.

The head office of the Company will be at 111, Mountain Hill, Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of May, 1946.

L. DÉSILETS,
14757-0 Deputy Attorney General.

"Raleigh Investments, Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de mai 1946, constituant en corporation: George Harold MacDonnell Campbell, avocat, de la cité de Westmount, Henry Rieder, comptable, William Arthur McMillan, secrétaire, Mary Ann Cousineau, secrétaire, et Lillian Margaret Gallagher, sténographe, toutes deux filles majeures, les quatre derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce général d'une compagnie de contrôle et de réalisation et acquérir par achat ou tout autre titre légal quelconque, et détenir et posséder des propriétés mobilières ou immobilières, titres, actions, obligations, débetures, hypothèques ou autres valeurs de tout gouvernement ou de toute corporation municipale ou scolaire ou de toute compagnie bancaire, d'utilité publique, commerciale, industrielle ou autre ou corporation ou de tout individu ou association, et les vendre, réaliser et convertir en argent, sous le nom de "Raleigh Investments, Inc.", avec un capital total de \$49,000, divisé en 4,900 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général,
14758 L. DÉSILETS.

"Raleigh Investments, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1946, incorporating: George Harold MacDonnell Campbell, advocate, of the city of Westmount, Hary Rieder, accountant, William Arthur MacMillan, secretary, Mary Ann Cousineau, secretary, and Lillian Margaret Gallagher, stenographer, both spinsters of the full age of majority, the four latter of the city of Montreal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and realization company generally and to acquire by purchase or any other legal title whatsoever, and to hold and own moveable or immoveable properties, stocks, shares, bonds, debentures, hypothecs or other securities of any government or of any municipal or school corporation, or of any bank, public utility, commercial, industrial or other company or corporation, or of any individual or association, and to sell, realize and convert the same into cash, under the name of "Raleigh Investments, Inc.", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 4,900 common shares of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1946.

L. DÉSILETS,
14758-0 Deputy Attorney General.

"Sherbrooke Theatre Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de mai 1946, constituant en corporation: J.-Émile Maheu, Aurélien Noël, comptables, et Laurent Drouin, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer toutes industries pouvant se rapporter à l'amusement et à la récréation du public; sauf celles qui comprennent les jeux de hasard, les jeux à l'argent ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté;

Produire, acheter, vendre, louer, importer, exporter, exhiber et d'une façon générale exploiter

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of May, 1946, incorporating: J. Émile Maheu, Aurélien Noël, accountants, and Laurent Drouin, advocate, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on any industry in any way connected with public amusement and recreation; save those which comprise games of chance, gambling or combined games of chance and skill;

To produce, buy, sell, lease, import, export, exhibit and generally deal in and with moving

des films cinématographiques de toutes catégories et description et tous autres articles, produits et appareils pouvant servir aux fins susdites;

Posséder, louer et exploiter aux mêmes fins des salles, cinémas, théâtres; acquérir des immeubles et en disposer, sous le nom de "Sherbrooke Theatre Inc.", avec un capital total de \$90,000.00, divisé en 900 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, dans le district de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huitième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général,
14759-o L. DÉSILETS.

picture films of all classes and descriptions and any other articles, products and apparatus which may be used for the above purposes;

To own, lease and operate, for the same purposes, halls, moving picture theatres and other theatres; to acquire immovables and dispose of the same, under the name of "Sherbrooke Theatre Inc.", with a total capital stock of \$90,000, divided into 900 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of May, 1946.

L. DÉSILETS,
14759 Deputy Attorney General.

"Tires & Supplies Limited"

"Tires & Supplies Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de mai 1946, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, et Irène Rubin, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer, exporter, vulcaniser, négocier, faire le commerce et distribuer des pneus d'automobiles, chambres à air, caoutchouc et accessoires, de toutes descriptions d'articles en caoutchouc, ciment, gutta percha et tous articles, effets et objets et marchandises dans lesquels le caoutchouc, ou le gutta percha ou toutes autres substances semblables est ou peut être utilisé; plastiques, appareils électriques, gazoline, huile, lubrifiants, email, peintures, matières dissolvantes, pièces et accessoires d'automobiles, machinerie, instruments, ustensiles, appareils et dispositifs et autres accessoires utilisés ou utiles dans la fabrication, la construction, l'entretien, l'exploitation et la réparation d'automobiles, camions, motocyclettes, bicyclettes et autres véhicules, soit actionnés à la gazoline, à la vapeur, à l'électricité ou autrement; exploiter des garages, ateliers de réparation, stations de service et acheter, vendre et faire le commerce d'automobiles, motocyclettes, camions et toutes sortes de véhicules-moteurs, sous le nom de "Tires & Supplies Limited", avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général,
14760 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1946, incorporating: Michael Garber, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, and Irene Rubin, secretary, spinster, both of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, buy, sell, import, export, vulcanize, trade in, deal in and distribute automobile tires, tubes, rubber and accessories of all descriptions of rubber goods, cement, gutta percha and all articles, goods and wares and merchandise in which rubber or gutta percha or any other similar substance is or may be used; plastics, electrical appliances, gasoline, oils, lubricants, enamels, paints, solvents, automobile parts and accessories, machinery, implements, utensils, apparatus and appliances and other accessories used or useful in the manufacture, construction, maintenance, operation and repair of motor cars, trucks, motorcycles, bicycles and other vehicles whether operated by gasoline, steam, electricity or otherwise; to operate garages, repair shops, service stations and to buy, sell and deal in motor cars, motorcycles, motor trucks and all kinds of motor vehicles, under the name of "Tires & Supplies Limited", with a total capital stock of \$25,000.00, divided into 250 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1946.

L. DÉSILETS,
14760-o Deputy Attorney General.

"Van Mers Mines Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

"Van Mers Mines Limited"
(No personal Liability)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de mai 1946, constituant en corporation: Nye E. de Mers, ingénieur minier, Napoléon Letang, gérant, Philibert DiMuro, agent d'affaires, Alice Proulx, comptable, fille majeure, et Jeannette Phaneuf, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1946, incorporating: Nye E. de Mers, mining engineer, Napoléon Letang, manager, Philibert DiMuro business agent, Alice Proulx, accountant, spinster, and Jeannette Phaneuf, secretary, spinster, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit, le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelques procédés que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Van Mers Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de \$3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général,

14761

L. DÉSILETS.

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, craddled, smelted, refined, crushed or traeted in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Van Mers Mines Limited (No personal liability), with a total capital stock of \$3,000,000.00, divided into 3,000,000 shares of \$1.00 each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1946.

L. DÉSILETS,

14761-o

Deputy Attorney General.

"Graceline Specialties Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de mai 1946, constituant en corporation: Louis Orenstein, Joseph Malen et Bernard S. Margler, tous avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Importer, exporter, acheter, vendre et autrement acquérir, négocier et faire le commerce, soit comme mandants ou agents et à commission ou autrement, et manufacturer des rideaux, marchandises sèches, souvenirs, nouveautés, fournitures de maison, tentures, vêtements, chaussures, ornements et appareils de maison, sous le nom de "Graceline Specialties Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général,

14747

L. DÉSILETS.

"Graceline Specialties Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of May, 1946, incorporating: Louis Orenstein, Joseph Malen and Bernard S. Margler, all advocates, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To import, export, buy, sell and otherwise acquire, deal in and deal with, either as principals or agents, and upon commission or otherwise and to manufacture curtains, dry-goods, souvenirs, novelties, home furnishings, drapes, clothing, footwear, ornaments and home appliances, under the name of "Graceline Specialties Inc.", with a total capital stock of \$10,000.00, divided into 100 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1946.

L. DÉSILETS,

14747-o

Deputy Attorney General.

"J. A. Thibault Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinzisième jour de mai 1946, constituant en corporation: Joseph-Adolphe Thibault, industriel, Jean Racicot et Marc Leroux, notaires, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer sous toutes ses formes l'industrie et le commerce de la glace, soit naturelle, soit artificielle, sous le non de "J. A. Thibault Ltée".

Le montant du capital social de la compagnie sera de trois cents mille dollars (\$300,000.00) divisé comme suit:

a) Trois mille (3,000) actions privilégiées d'une valeur au pair de cinquante dollars (\$50.00) chacune,

b) Trois mille (3,000) actions communes, d'une valeur au pair de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

"J. A. Thibault Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letter patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1946, incorporating: Joseph Adolphe Thibault, manufacturer, Jean Racicot and Marc Leroux, notaires, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in the ice industry and business in all lines of same, whether natural or artificial, under the name of "J. A. Thibault Ltée."

The amount of capital stock of the company will be three hundred thousand dollars (\$300,000) divided as follows:

a) Three thousand (3,000) preferred shares of a par value of fifty dollars (\$50) each.

b) Three thousand (3,000) common shares of a par value of fifty dollars (\$50) each.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinzième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général,
14748-o L. DESILETS.

The head office of the company will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1946.

L. DESILETS,
14748 Deputy Attorney General.

"La Compagnie Foncière Méthot, Incorporée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Charles LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q. 1941, des lettres patentes, en date du quinzième jour de mai 1946, constituant en corporation: Wilfrid Méthot, gérant, Marie-Paule Méthot, fille majeure, et Gérard Lavallée, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, échange ou autrement, et à tels prix, termes et conditions qu'il sera jugé convenable, tous biens immeubles et ameublements, autorisés par la Loi des Compagnies de la Province de Québec;

Ériger et bâtir toute construction, domiciliaire, commerciale ou industrielle, qu'il sera jugé opportun sur les lots vacants appartenant à ladite compagnie, démolir et reconstruire tout immeuble déjà existant, ou simplement les transformer suivant les besoins de leur exploitation et de manière à en tirer un meilleur revenu dans l'intérêt de ladite compagnie, sous le nom de "La Compagnie Foncière Méthot, Incorporée", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinzième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général,
14749-o L. DESILETS.

"La Compagnie Foncière Méthot, Incorporée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Charles LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R. S. Q., 1941, bearing date the fifteenth day of May, 1946, incorporating: Wilfrid Méthot, manager, Marie-Paule Méthot, spinster, and Gérard Lavallée, accountant, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, exchange or otherwise, and at such prices, terms and conditions as may be deemed expedient, any immovable properties and furniture, authorized by the Companies Act of the Province of Quebec;

To erect and build any residential, commercial or industrial building, which may be deemed suitable on vacant lots of land belonging to the said company, to demolish and rebuild any already existing immovable, or simply alter the same to suit the requirements of their business and so as to derive a better revenue therefrom in the interest of the said company, under the name of "La Compagnie Foncière Méthot, Incorporée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1946.

L. DESILETS,
14749 Deputy Attorney General.

Avis divers

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des syndicats professionnels l'honorable Secrétaire de la Province a, le 17 juin 1946, autorisé "L'Association Protectrice des Employés Barbiers et Coiffeurs de l'Île de Montréal" à changer son nom en celui de "L'Association Corporative Protectrice des Employés-Barbiers-Coiffeurs de Montréal", et ce, conformément aux dispositions de l'Article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, ch. 162, telles que modifiées par 10 George VI, ch. 20, article 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 27 juin 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
14762-o JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that under Professional Syndicates' Act, the Honourable the Provincial Secretary, on June 17, 1946, authorized "L'Association Protectrice des Employés Barbiers et Coiffeurs de l'Île de Montréal" to change its name to that of: "L'Association Corporative Protectrice des Employés-Barbiers-Coiffeurs de Montréal", and such, in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chap. 162, as amended by 10 George VI, chap. 20, section 3.

Given at the office of the Provincial Secretary, June 27, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
14762 Under Secretary of the Province.

"IRISH & MAULSON, QUEBEC, LIMITED"

Règlement II

DIRECTEURS

Un bureau de direction de cinq (5) directeurs sera élu annuellement parmi les actionnaires de la compagnie, chacun desquels, pendant le terme

"IRISH & MAULSON, QUEBEC, LIMITED"

By-Law II

DIRECTORS

A Board of five (5) Directors shall be elected annually from among the Shareholders of the company, each of whom during his tenure of

de son office, possédera absolument en son propre nom au moins une action du capital-actions de la compagnie et n'aura aucun arriéré relatif à tous appels sur icelle.

Toute vacance se produisant dans le bureau de direction peut être remplie pour le reste du terme par les directeurs parmi les actionnaires qualifiés de la compagnie.

La compagnie peut, à une assemblée générale spéciale des actionnaires convoquée à cette fin, démettre par résolution tout directeur avant l'expiration de son terme d'office et peut, à la même assemblée, nommer par résolution une autre personne à sa place. La personne ainsi nommée sera sujette à démission au même moment, comme si elle était devenue un directeur le jour que le directeur dont elle a pris la place a été élu. Tous actes posés dans toute assemblée de directeurs ou de toute personne ou personnes agissant comme un directeur ou directeurs, seront, malgré qu'il soit subséquemment découvert qu'il y eut quelque lacune dans la nomination de tout tel directeur ou directeurs ou personne ou personnes agissant comme susdit ou qu'ils ou aucun d'eux étaient disqualifiés, aussi valides que si cette personne ou personnes avaient été dûment nommées et étaient qualifiées comme directeurs.

Il ne sera pas nécessaire que la votation pour l'élection des directeurs de la compagnie soit conduite par scrutin à moins que la votation par scrutin soit demandée par un actionnaire de la compagnie présent à l'assemblée au cours de laquelle cette élection a lieu.

La rémunération des directeurs de la compagnie sera déterminée de temps en temps par résolution des directeurs de la compagnie.

Montréal, 11 juin 1946.

Le Secrétaire,
ARTHUR L. EKE.

14763

office shall own absolutely in his own right at least one share of Capital Stock of the company, and shall not be in arrears in respect of any calls thereon.

Any vacancy occurring in the Board of Directors may be filled for the remainder of the term by the Directors from among the qualified shareholders of the company.

The Company may, at a Special General Meeting of the Shareholders called for that purpose, by resolution remove any Director before the expiration of his period of office and may, at the same meeting, by resolution appoint another person in his stead. The person so appointed shall be subject to retirement at the same time as if he had become a Director on the day on which the Director in whose place he has been appointed was last elected a Director. All acts done by any meeting of the Directors, or of any person or persons acting as a Director or Directors, shall notwithstanding that it be afterwards discovered that there was some defect in the appointment of any such Director or Directors or person or persons acting as aforesaid, or that they or any of them were disqualified, be as valid as if every such person or persons had been duly appointed and were qualified to be Directors.

It shall not be necessary that the voting for the election of Directors of the Company shall be conducted by ballot unless voting by ballot is requested by a shareholder of the Company present at the meeting at which such election takes place.

The remuneration of the Directors of the company shall be determined from time to time by resolution of the Directors of the Company.

Montreal, June 11th, 1946.

ARTHUR L. EKE,
Secretary.

14763-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Producteurs et Distributeurs de Lait de la Région de Beauce", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 17 juin 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Joseph-de-Beauce, Comté de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

14764-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Amos", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 22 juin 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Amos, comté Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

14765-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Producteurs et Distributeurs de Lait de la Région de Beauce" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on June 17, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Joseph-de-Beauce, county of Beauce.

JEAN BRUCHÉSI
Under Secretary of the Province.

14764

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Amos", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on June 22, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Amos, county of Abitibi.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

14765

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Notre-Dame-du-Bon Conseil", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 17 juin 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Notre-Dame-du-Bon-Conseil, comté de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la Province,
14766-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Blaise-de-Barraute", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 26 juin 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Blaise-de-Barraute, comté d'Abitibi-Est.

Le Sous-secrétaire de la Province,
14767-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Catholique National des Employés de Aviv Textile, Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 6 mai 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Granby, district de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la Province,
14769-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins de St-Philippe-de-Néri", en date du 7 mai 1946, dont le siège social est situé à St-Philippe, comté de Kamouraska, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 10 mai 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
14781-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif Agricole d'Aqueduc de Ste-Elisabeth", en date du 8 juin 1946, dont le siège social est situé à Ste-Elisabeth, comté de Joliette, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 19 juin 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
14782-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Notre-Dame-du-Bon-Conseil" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on June 17, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Notre-Dame-du-Bon-Conseil, county of Drummond.

JEAN BRUCHÉSI,
14766 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Blaise-de-Barraute", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on June 26, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Blaise-de-Barraute, county of Abitibi-East.

JEAN BRUCHÉSI,
14767 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat Catholique National des Employés de Aviv Textile, Inc." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on May 6, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Granby, district of Bedford.

JEAN BRUCHÉSI,
14769 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de St-Philippe-de-Néri" under the 7th day of May, 1946, whereof the head office is at St-Philippe, county of Kamouraska, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th of May, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
14781 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif Agricole d'Aqueduc de Ste-Elisabeth", under date the eighth day of June, 1946, whereof the head office is at Ste-Elisabeth, county of Joliette, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of June, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
14782 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Marguerite", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 20 juin 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Ste-Marguerite, comté de St-Maurice.

Le Sous-secrétaire de la Province,
14778-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Georges, Jonquière", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 17 juin 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Georges, Jonquière, comté Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la Province,
14768-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Canadienne des Employés Municipaux de Thetford Mines", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 20 juin 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Thetford Mines, district d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la Province,
14777-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat d'Aqueduc de Ruisseau-Vert", en date du 11 juin 1946, dont le siège social est situé à Ruisseau-Vert, comté de Saguenay, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétaire de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 14 juin 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
14783-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Paule", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 17 juin 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Ste-Paule, comté de Matapédia.

Le Sous-secrétaire de la Province,
14785-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Marguerite" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on June 20, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Ste-Marguerite, county of St. Maurice.

JEAN BRUCHÉSI,
14778 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Georges, Jonquière" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on June 17, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Georges, Jonquière, county of Chicoutimi.

JEAN BRUCHÉSI,
14768 Under Secretary of the Province,

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association Canadienne des Employés Municipaux de Thetford Mines" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on June 20, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Thetford Mines, district of Arthabaska.

JEAN BRUCHÉSI,
14777 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat d'Aqueduc de Ruisseau-Vert" under date the 11th day of June, 1946, whereof the head office is at Ruisseau-Vert, county of Saguenay, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 14th of June, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
14783 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Paule" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on June 17, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Ste-Paule, county of Matapédia.

JEAN BRUCHÉSI,
14785 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Batiscan", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 20 juin 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Batiscan, comté de Champlain.

Le Sous-secrétaire de la Province,
14788-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 19", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 mai 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à L'Assomption, comté de L'Assomption.

Le Sous-secrétaire de la Province,
14795-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Batiscan" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on June 20, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Batiscan, county of Champlain.

JEAN BRUCHÉSI,
14788 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association Catholique des Institutrices Rurales du District No. 19", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on May 27, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at L'Assomption, county of L'Assomption.

JEAN BRUCHÉSI,
14795 Under Secretary of the Province.

Compagnies autorisées à faire
des affaires

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Alfred D. McKelvy Company", constituée en corporation en vertu des lois de l'État de Delaware, un des États-Unis d'Amérique, a été autorisée à exercer ses affaires dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujets aux mêmes formalités présentement en vigueur dans cette Province.

Son agent principal dans la province de Québec, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentées contre ladite compagnie dans les limites de ladite Province, est M. Paul C. Casey, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, dans la province de Québec.

Le bureau principal de la compagnie est établi à 1015 rue St-Alexandre, en la cité de Montréal.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce troisième jour de juillet 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
14800 JEAN BRUCHÉSI.

Companies Licensed to do
Business

Notice is hereby given that the "Alfred D. McKelvy Company", incorporated under the Laws of the State of Delaware, One of the United States of America, has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to Corporations of a like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subjected to the same formalities now in force in this Province.

Its chief agent in the Province of Quebec for the purpose of receiving services in any suit or proceeding against the said company within said Province, is Mr. Paul C. Casey, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, in the Province of Quebec.

The principal office of the company is established at 1015, St. Alexander Street, in the City of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of July, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
14800 Under Secretary of the Province.

Département des Affaires municipales

Le soussigné donne avis que tel que demandé par une résolution du conseil du village de St-Pacôme, comté de Kamouraska, en date du 17 juin 1946, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du 28 juin 1946, que les publications de

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that, as requested by a resolution of the council of the village of St-Pacôme, county of Kamouraska, dated June 17, 1946, and in conformity with the provisions of article 130 of the Municipal Code, he has authorized, under date the 28th of June, 1946, that

tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de ladite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 28 juin 1946.

Le Ministre des Affaires municipales,
14770-0 BONA DUSSAULT.

publications of all notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, save those required in the *Quebec Official Gazette*, be, for the future, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131 of the Municipal Code. (10 George VI, chapter 55, section 2).

Québec, June 28, 1946.

BONA DUSSAULT,
14770 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction publique

N° 1384-41

Québec, le 27 juin 1946.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 20 juin 1946, de détacher de la municipalité scolaire du Canton de Laval, comté de Saguenay, le territoire décrit à l'article I, sous-paragraphe 3 de 10 Geo. VI, chapitre 78, et de l'annexer à la municipalité scolaire de la Ville de Forestville, dans le même comté.

Le Surintendant,
14771-0 VICTOR DORÉ.

N° 1267-43

Québec, le 27 juin 1946.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du 20 juin 1946, de détacher de la municipalité scolaire de Cantley, dans le comté de Gatineau, le territoire ci-dessous décrit et de l'ériger en municipalité scolaire distincte pour les catholiques seulement, sous le nom de "Limbour", savoir: "Le territoire situé sur la rive Est ou autrement dite gauche de la rivière Gatineau, en partant, le long de la rive, d'un point situé sur la ligne qui sépare les rangs 10 et 11 du canton de Hull, dans la Province de Québec en suivant dans une direction sud-est la rive de ladite rivière jusqu'au point de rencontre de ladite rive avec la ligne qui sépare les cantons de Hull et de Templeton: de là, suivant ladite ligne qui sépare les cantons de Hull et de Templeton, dans une direction nord jusqu'à la ligne qui sépare les rangs 10 et 11 du canton de Hull, de là, enfin, suivant ladite ligne qui sépare les rangs 10 et 11 du canton de Hull, dans une direction ouest, jusqu'à la rive est, au autrement dite gauche, de la rivière Gatineau, point de départ."

Le Surintendant,
14772-0 VICTOR DORÉ.

N° 442-46

Québec, le 27 juin 1946.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel en date du 20 juin 1946, de détacher de la municipalité scolaire du Canton de Taché les lots 42 à 46 inclusivement du rang III. Aussi, les lots 1, 2 et 3 du rang I du Canton Déglise qui seront détachés de la municipalité scolaire de Saint-Cœur-de-Marie et de les annexer à la municipalité scolaire de la Ville de l'Île Maligine, dans le comté du Lac St-Jean.

Cette annexion prendra effet le premier juillet prochain.

Le Surintendant,
14774-0 VICTOR DORÉ.

Department of Education

No. 1384-41

Quebec, June 27, 1946.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated June 20, 1946, to detach from the school municipality of the Township of Laval, county of Saguenay, the territory described in section I, sub-paragraph 3 of 10 Geo. VI, chapter 78, and to annex it to the school municipality of the Town of Forestville, in the same county.

VICTOR DORÉ,
14771 Superintendent.

No. 1267-43

Quebec, June 27, 1946.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated June 20, 1946, to detach from the school municipality of Cantley, in the county of Gatineau, the territory hereinbelow described, and to erect it into a separate school municipality for Catholics only, under the name of "Limbour", to wit: "the territory situate on the east bank or otherwise called left bank, of the Gatineau river, starting along the shore, from a point situate on the line which separates ranges 10 and 11 of the township of Hull, in the Province of Quebec, following the shore of the said river in a southeasterly direction to the junction point of the said shore with the line which separates the townships of Hull and Templeton; thence, following the said line which separates the townships of Hull and Templeton, northward to the line which separates ranges 10 and 11 of the township of Hull, thence, finally, following the said line which separates ranges 10 and 11 of the township of Hull in a westward direction to the east bank, or otherwise known as left bank, of the Gatineau river, the starting point.

VICTOR DORÉ,
14772 Superintendent.

No. 442-46

Quebec, June 27, 1946.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated June 20, 1946, to detach from the school municipality of the Township Taché lots 42 to 46 inclusively of range III. And also lots 1, 2 and 3 of range 1 of the Township Déglise which will be detached from the school municipality of Saint-Cœur-de-Marie and to annex them to the school municipality of the Town of Île Maligine, in the county of Lake St. John.

This annexation to take effect on the first of July next.

VICTOR DORÉ,
14774 Superintendent.

N° 427-46

Québec, le 27 juin 1946.

No. 427-46

Quebec, June 27, 1946.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 20 juin 1946, d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "La municipalité scolaire de Sainte-Félicité", dans le comté de l'Islet, les lots suivants, tous inclusivement, savoir: "7 à 44 des rangs I et II du Canton Casgrain qui seront détachées de la municipalité scolaire de Saint-Pamphile, même comté, les lots 18 à 44 des rangs IV et V du Canton Garneau et les lots 1 à 44 des rangs VII et VIII du même canton qui seront détachés de la municipalité scolaire de Sainte-Perpétue".

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

14773-o

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated June 20, 1946, to erect into a separate school municipality under the name of "the school municipality of Sainte-Félicité", in the county of l'Islet, the following lots all inclusively: 7 to 44 of ranges I and II of the township Casgrain which shall be detached from the school municipality of St-Pamphile, same county; lots 18 to 44 of ranges IV and V of the township Garneau and lots 1 to 44 of ranges VII and VIII of the same township which shall be detached from the school municipality of Ste-Perpétue.

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

14773

Avis est, par les présentes donné que la session annuelle du Bureau des Examineurs des aspirants à la charge d'inspecteur d'écoles aura lieu à l'École normale Laval, Québec, du 26 au 30 août prochain.

L'examen des candidats commencera le 26 à deux heures de l'après-midi.

Toute personne qui désire se présenter à cet examen devra envoyer d'ici au quinzième jour d'août 1946, à Monsieur B.-O. Filteau, secrétaire du Comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, une demande à cet effet, la somme de six dollars, ainsi que tous les documents exigés par les règlements scolaires.

Québec, le 2 juillet 1946.

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

14784-27-2-o

Notice is hereby given that the annual session of the Board of Examiners for the examination of candidates for the position of Inspector of Catholic Schools will be held at the Laval Normal School, in Quebec, from the twenty-sixth to the thirtieth of August 1946. The examination of candidates will begin on Monday, the twenty-sixth, at 2.00 p.m.

Any person wishing to take this examination shall forward to Mr. B.-O. Filteau, Secretary of the Catholic Committee of the Council of Education, between this date and the fifteenth day of August next, a demand to that effect, the sum of six dollars, together with all documents required by the School Regulations.

Quebec, July 2nd 1946.

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

14784-27-2-o

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1653, du 28 juin 1941, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Québec. On demande:

1° Que les mots "Hommes sur machine à polir le terrazzo... 0.70 — 0.65 — 0.60 — 0.55", mentionnés à l'article IV, soient remplacés par les suivants:

"Polisseurs de terrazzo à la machine, 1er six mois (apprentissage) 0.60 0.55 0.45 0.45

Polisseurs de terrazzo à la machine 0.70 0.65 0.60 0.55"

2° Que les mots "polisseurs de terrazzo à la machine" soient ajoutés après le mot "terrazzo" mentionné à l'alinéa 2 du paragraphe "i" de l'article IX.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 6 juillet 1946.

14792-o

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S. Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Construction Industry of Quebec has submitted to him a petition to amend the decree number 1653, of June 28, 1941, and amendments, relating to the construction industry in the Quebec region. It is requested:

1° That the words "Terrazzo polishing machine operators... 0.70 — 0.65 — 0.60 — 0.55" mentioned in section IV, be replaced by the following:

"Terrazzo polishing machine operators, 1st six months (apprenticeship) 0.60 0.55 0.45 0.45

Terrazzo polishing machine operators 0.70 0.65 0.60 0.55"

2° That the words "and terrazzo polishing machine operators" be added after the words "cement layers" mentioned in paragraph 2 of subsection "i" of section IX.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said petition which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 6, 1946.

14792-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Aberdeen Service Station, Sherbrooke; Beauchemin Rol. Serv. Stat., Sherbrooke; Bélanger & Smith Electr., Sherbrooke; Beliveau Art., Garage, Sherbrooke; Bélanger Eug., Garage Magog; Ben's Service, Lennoxville; Bernier Service, Sherbrooke; Blais Oscar Serv. Sta., Sherbrooke; Chamberland Calixte Serv. Sta., Magog; Chamberland Sylvio Garage, Sherbrooke; Coomb's Garage, Sherbrooke; Cie Cyr & Allard Ltée, Sherbrooke; Cyr's Motor Specialties, Sherbrooke; Davey Jim Service Sta., Sherbrooke; Dorais L.-P. Service Sta., Sherbrooke; Dubois Service Station, Sherbrooke; Garand Service Station, Sherbrooke; Gauvin F. Service Sta., Sherbrooke; Gendron Hormidas, Garage, Magog; Girard Henri, Garage, Sherbrooke; Girard & Boulanger Ltée, Sherbrooke; Harmer's Repair Shop, Sherbrooke; Jeanson Uld. Service Sta., Sherbrooke; Lajeunesse L. Service Sta., Sherbrooke; Laliberté & Frère, Garage, Sherbrooke; Lessard Service Station, Sherbrooke; Lion Service Stations, Sherbrooke; Magog Vulcanizing Works, Magog; Martin Motor Rgd, Sherbrooke; Martin Donat Garage, Magog; Mathieu Ray, Garage, Sherbrooke; Morisset Limitée, Sherbrooke; Nadeau Service Station, Sherbrooke; Picotte Art. Service Sta., Sherbrooke; Picotte Roger Serv. Sta., Sherbrooke; Sherbrooke Motors Ltd, Sherbrooke; Sherbrooke Oil, Sherbrooke; Thibault & Frère Garage, Sherbrooke; Thibault & Bouchard, Sherbrooke; Thibault F. Service Sta., Sherbrooke; Thompson's Garage, Sherbrooke; Webster's Motors Ltd, Sherbrooke; White Rose Service Sta., Sherbrooke; White Rose Service Sta., Lennoxville,

Et, D'AUTRE PART:

"L'Association des Employés de l'Auto-Voiture des Cantons de l'Est, inc."

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après:

1.—*Définition*:— Pour les fins du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a.—*Apprenti*:— Le mot apprenti désigne tout salarié qui apprend un des métiers mentionnés dans le décret.

b.—*Artisan*:— Le mot artisan, désigne tout salarié exerçant seul, ou en société l'un des métiers régis par le décret, ou tout employeur professionnel, lorsqu'il exerce pareil métier.

c.—*Compagnon*:— Le mot compagnon, désigne tout salarié ayant terminé son apprentissage dans les métiers de l'industrie de l'automobile, tels que charron, débosseur, électricien, forgeron, machiniste, mécanicien, peintre, rembourreur, spécialiste en réparation de radiateurs, vérificateur, vulcanisateur, soudeur, vitrier.

d.—*Démolisseur*:— Le mot démolisseur, désigne tout salarié faisant la démolition des véhi-

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Aberdeen Service Station, Sherbrooke, Beauchemin Rol. Serv. Sta., Sherbrooke, Bélanger & Smith Electr., Sherbrooke; Beliveau Art., Garage, Sherbrooke; Bélanger Eug., Garage, Magog; Ben's Service, Lennoxville; Bernier Service, Sherbrooke; Blais Oscar Serv. Sta., Sherbrooke; Chamberland Calixte Serv. Sta., Magog; Chamberland Sylvio Garage, Sherbrooke; Coomb's Garage, Sherbrooke; Cie Cyr & Allard Ltée, Sherbrooke; Cyr's Motor Specialties, Sherbrooke; Davey Jim Service Sta., Sherbrooke; Dorais L. P. Service Sta., Sherbrooke; Dubois Service Station, Sherbrooke; Garand Service Station, Sherbrooke; Gauvin F. Service Sta. Sherbrooke; Gendron Hormidas Garage, Magog; Girard Henri, Garage, Sherbrooke; Girard & Boulanger Ltée, Sherbrooke; Harmer's Repair Shop, Sherbrooke; Jeanson Uld. Service Sta. Sherbrooke; Lajeunesse L. Service Sta. Sherbrooke; Laliberté & Frère, Garage, Sherbrooke; Lessard Service Station, Sherbrooke, Lion Service Stations, Sherbrooke; Magog Vulcanizing Works, Magog; Martin Motor Rgd, Sherbrooke; Martin Donat Garage, Magog; Mathieu Ray, Garage, Sherbrooke; Morisset Limitée, Sherbrooke; Nadeau Service Station, Sherbrooke; Picotte Art. Service Sta., Sherbrooke; Picotte Roger Serv. Sta. Sherbrooke; Sherbrooke Motors Ltd, Sherbrooke; Sherbrooke Oil, Sherbrooke; Thibault & Frère Garage, Sherbrooke; Thibault & Bouchard, Sherbrooke; Thibault F. Service Sta. Sherbrooke; Thompson's Garage, Sherbrooke; Webster's Motors Ltd, Sherbrooke; White Rose Service Sta. Sherbrooke; White Rose Service Sta. Lennoxville.

And, ON THE OTHER PART:

"L'Association des Employés de l'Auto-Voiture des Cantons de l'Est, Inc."

for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the following conditions:

1.—*Definition*:— For the purpose of the decree, the following words shall have the herein-after given significance.

a.—*Apprentice*:— The word apprentice means any employee learning one of the trades mentioned in the present decree.

b.—*Artisan*:— The word artisan means any worker exercising alone or in partnership one of the trades governed by the present decree of any professional employer when he exercises such trade.

c.—*Journeyman*:— The word journeyman means any worker having completed his apprenticeship in one of the following trades of the automobile industry; Wheelwright, Bodyman, Electrician, Blacksmith, Machinist, Mechanic, Painter, Upholstery Maker, Radiator repairer, Welder, Glazier, Upholstery Cleaner, Dyer, Tester, Vulcanizer.

d.—*Demolisher*:— The word demolisher, means any employer demolishing motor vehicles,

eules-moteurs dans le but de vendre ou d'emmagasiner les pièces ou de vendre le métal comme rebuts (Scrap).

e.—*Homme de service de jour ou de nuit*:— désigne tout salarié qui conduit des véhicules-moteurs, vend de l'essence, lave les véhicules-moteurs, fait le nettoyage ou le chauffage de l'établissement exécute de menus services d'urgence, tels que remplacement des courroies d'éventail, de bougies ou de tous menus accessoires de véhicules-moteurs.

Est toutefois exclue, l'installation de radio, d'appareils à climatiser l'air et des interrupteurs pour signaux de direction, laquelle est faite par un compagnon.

f.—*Salarié*:— Le mot salarié, désigne tout apprenti, ouvrier qualifié ou compagnon, tout manoeuvre ou ouvrier non qualifié, artisan, préposé aux pièces de rechange ou employés qui travaillent individuellement, en équipe ou en société.

g.—*Vérificateur*:— Désigne tout salarié préposé à la vérification des véhicules-moteurs et à l'estimation de toutes réparations d'iceux. Il doit être un mécanicien de première classe.

h.—*Atelier de mécanique*:— Désigne tout endroit où il se fait du travail ou de la réparation sur les véhicules-moteurs ou toutes pièces d'iceux.

i.—*Débites d'essence*:— Désigne tout endroit fixe ou mobile non reconnu comme garage, ou se fait la vente de l'essence et de lubrifiants pour l'usage des véhicules-moteurs.

j.—*Garage*:— Désigne tout endroit où les véhicules-moteurs sont réparés, transformés, démolis ou remis. Sont considérés comme garages et par conséquent assujettis au décret, tous les établissements où se fait, exclusivement ou en partie, la réparation des accessoires ou pièces nécessaires à la conduite ou au fonctionnement d'un véhicule-moteur, que ces accessoires ou pièces soient séparés du véhicule-automobile ou non. Les établissements industriels ne sont pas compris dans cette définition.

k.—*Station de service*:— Désigne tout endroit où les véhicules-moteurs sont lavés, nettoyés, polis, lubrifiés.

l.—*Terrain de démolition*:— Désigne tout endroit où les véhicules-moteurs ou certaines pièces d'iceux sont démolies, soit dans le but de la vente ou de l'emmagasinement, de la réparation ou de la démolition.

m.—*Terrain de stationnement*:— Désigne tout endroit réservé au stationnement des véhicules-moteurs.

II.—*Jurisdiction Professionnelle*:— Sont assujettis aux dispositions du décret, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés des garages, des débits d'essence, stations de service, terrains de stationnement, terrains de démolition, atelier de mécanique, exploités de façon accessoire, même pour leur fin personnelle par le ou les propriétaires d'un établissement commercial.

II.—*A—Jurisdiction Territoriale*:— Le décret s'applique dans tout le territoire comprenant la cité de Sherbrooke, et dans toutes municipalités situées en entier ou en partie dans un rayon de quinze (15) milles de ses limites.

III.—*Salaires Minima*:— Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacune des catégories de salariés ci-après;

a.—*Apprenti*:— Apprentis de toutes les catégories à l'exception des hommes de service, des préposés aux pièces de rechange, graisseurs, soudeurs et vulcanisateurs;

for the purpose of selling or storing the parts or selling the metal as scrap.

e.—*Service men Day or night*:— The words service men, day or night mean any employee driving motor vehicles, selling gas, washing motor vehicles, cleaning or heating the establishment, changing tires or batteries, greasing motor vehicles, performing different emergency works such as replacing fanbelts, spark plugs, or any other motor vehicles accessories. However, the installation of radios, air conditioning units and directional signal switches, which must be performed by a journeyman, must be excluded.

f.—*Employee*:— The word employee means any apprentice, qualified worker or journeyman, any labourer or non qualified worker, artisan, stock room clerk or any employee who performs individually, in group or in partnership.

g.—*Tester*:— The word tester means any employee committed to the testing of motor vehicles and the appraisal of repairs thereof. He must be a first class mechanic.

h.—*Machine shop*:— The words machine shop, mean any establishment where work or repairs are performed on motor-vehicles or any part thereof.

i.—*Gasoline Station*:— The words gasoline station, mean any place, fixed or movable, not recognized as a garage and where gas and lubricants for motor-vehicles are sold.

j.—*Garage*:— The word garage, means any place where motor-vehicles are repaired, transformed, demolished or stored. All establishments engaged exclusively or partly in the repair of parts and of accessories necessary for the driving or operation of a motor-vehicle, whether or not these parts or accessories are part of the motor-vehicle, shall be considered as garages, and consequently governed by the decree. The industrial establishments are excepted.

k.—*Service station*:— The words service station, mean any place where motor-vehicles are washed, cleaned, polished, or lubricated.

l.—*Scraping Yard*:— The words scraping yard, mean any place where motor-vehicles or any part hereof are demolished for the purpose of selling, storing, repairing or scrapping.

m.—*Parking Ground*:— The words parking ground, mean any place where motor-vehicles are parked.

II.—*Jurisdiction*:— Professional Jurisdiction; Those governed by the provisions of the decree shall be the professional employers, artisans and wage-earners in garages, gasoline stations, service stations. Those also governed by the provisions of the present decree shall be professional employers, artisans and wage-earners of such gasoline stations, service stations, garages, parking-grounds, scrapping yards, machine shops, accessorially operated, even for their personal purposes, by the owner or owners of a commercial establishment.

II.—*A.—Territorial Jurisdiction*:— The territorial jurisdiction of the decree comprises the City of Sherbrooke and all municipalities completely or partly located within a radius of fifteen (15) miles from its limits.

III.—*Minimum Wages*:— The minimum wage rates shall be the following for each one of the categories hereinafter mentioned.

a.—*Apprentice*:— Apprentices in all categories: with the exception of servicemen, stock room clerks, greasers, welders and vulcanizers.

	<i>l'heure</i>		<i>per hour</i>
Première année	\$ 0.20	First year	\$ 0.20
Deuxième "	0.25	Second "	0.25
Troisième "	0.30	Third "	0.30
Quatrième "	0.40	Fourth "	0.40
b.— <i>Compagnon</i> : — Charron, Machiniste, Électricien, Mécanicien, Vitrier, Peintre, Nettoyeur de bourrures, Teinturier, Vulcanisateur, Débosseur, Forgeron, Rembourseur et Vérificateur.		b.— <i>Journeyman</i> : — Wheelright, machinist, electrician, mechanic, glazier, painter, upholstery cleaner, dyer, vulcanizer, bodyman, blacksmith, Upholstery maker and tester.	
	<i>l'heure</i>		<i>per hour</i>
Première classe	\$ 0.67	First Class	0.67
Deuxième "	0.62	Second "	0.62
Troisième "	0.52	Third "	0.52
c.— <i>Spécialiste en réparation de radiateurs, soudeurs</i> :		c.— <i>Radiator Repairers, welders</i> :	
	<i>l'heure</i>		<i>per hour</i>
Compagnon	\$ 0.67	Journeymen	0.67
Apprenti 1ère an.	0.35	Apprentice 1st year	0.35
Apprenti 2ème an.	0.45	Apprentice 2nd year	0.45
d.— <i>Graisser</i> :		d.— <i>Greaser</i> :	
	<i>l'heure</i>		<i>per hour</i>
Première classe	\$ 0.50	First Class	0.50
Deuxième "	0.45	Second Class	0.45
e.— <i>Vulcanisateur</i> :		e.— <i>Vulcanizers</i> :	
Compagnon	\$ 0.67	Journeymen	0.67
Apprenti 1ère an.	0.35	Apprent. 1st year	0.35
Apprenti 2ème an.	0.45	Apprent. 2nd year	0.45
f.— <i>Préposé aux pièces de rechange dans les garages</i> :		f.— <i>Stock Room Clerk in Garages</i> :	
	<i>par semaine</i>		<i>per week</i>
Gérant	\$35.00	Manager	35.00
Assistant-Gérant	27.00	Assistant-Manager	27.00
Apprenti 1ère année	12.00	Apprentice 1st year	12.00
Apprenti 2ème année	15.00	Apprentice 2nd "	15.00
Apprenti 3ème année	18.00	Apprentice 3rd "	18.00
Apprenti 4ème année	20.00	Apprentice 4th "	20.00
<i>Homme de service</i> :		<i>Garage Service men</i> :	
	<i>l'heure</i>		<i>per hour</i>
De jour (6 jours par semaine)	\$ 0.45	Daytime ... 6 days a week	0.45
De nuit (6 jours par semaine)	0.38	Night time ... 6 days a week	0.38
g.— <i>Débts d'essence</i> :		g.— <i>Gas Stations</i> :	
	<i>par semaine</i>		<i>per week</i>
Commis en charge	\$35.00	Head clerk	35.00
Commis 1ère année	16.00	Clerk 1st year	16.00
Commis 2ème année	19.00	Clerk 2nd "	19.00
Commis 3ème année	22.00	Clerk 3rd "	22.00
<i>Homme de service</i> :		<i>Service man</i> :	
	<i>l'heure</i>		<i>per hour</i>
De jour (6 jours par semaine)	\$ 0.45	Day time ... 6 days a week	0.45
De nuit (6 jours par semaine)	0.38	Night time ... 6 days a week	0.38

IV.— Détermination et Répartition des heures de travail:

a.— *Garages*: — Pour les compagnons et les apprentis, la journée régulière de travail est de 9 heures par jour, réparties entre 7.00 A.M. et 6.00 P.M. les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et entre 7.00 a.m. et midi le samedi.

Tout travail exécuté après 6.00 p.m. du lundi au vendredi et le samedi après-midi, doit être payé au taux régulier plus cinquante pour cent (50%).

b.— *Débts d'essence*: — Pour les débits d'essence, les heures de travail seront comme suit; du 1er mai au 31 octobre, entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m. du 1er novembre au 29 avril, entre 8.00 a.m. et 6.00 p.m.

c.— *Jours chômés*: — Les jours chômés sont les suivants: les dimanches, le premier de l'an, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, la Noël, le 24 de mai, la St-Jean-Baptiste, (24 juin), le jour de la Confédération (1er juillet), la Fête du Travail et

IV.— Determination and distribution of working hours:—

a.— *Garages*: — For journeymen and apprentices, the regular working day consist of nine (9) hours, distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday; on Saturday between 7.00 a.m. and noon.

Work done after 6.00 p.m. from Monday to Friday, and on Saturday afternoon, shall be paid the regular rate increased by fifty per cent (50%).

b.— *Gas Stations*: — For the gas stations, the working hours shall be as follows; From May 1st to October 31st, 7.00 a.m. to 7.00 p.m. From November 1st to April 29th, 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

c.— *Holidays*: — The following holidays shall be observed holidays; Sundays, New Years' Day, Epiphany, Good Friday, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception, Christmas, Anniversary of Dollard, (May 24th), St-John the Baptist Day (June 24th) Confederation Day

le jour d'Actions de Grâce. Tout salarié exécutant du travail urgent pendant un de ces jours-là, doit être rémunéré au taux de salaire double, à l'exception des hommes de service. Si la fête tombe un Dimanche, le lundi suivant sera chômé.

d.—Tout salarié a droit à un jour complet (vingt-quatre (24) heures) de repos chaque semaine. Pour le travail exécuté durant ces vingt-quatre (24) heures, le taux de salaire doit être doublé.

e.—Les heures de travail comprennent le temps durant lequel le salarié est à la disposition de l'employeur et obligé d'être présent; toutefois, le temps mis à la disposition du salarié pour prendre ses repas n'est pas compté dans les heures de travail.

V.—Apprentissage:

a.—Nonobstant, toutes les dispositions du décret concernant l'apprentissage, tout apprenti peut se présenter n'importe quand après un (1) an d'expérience pratique en vue de subir des examens à la satisfaction du bureau des examinateurs nommés par le Comité Paritaire et demander sa carte de compétence. Dès son entrée dans l'industrie assujettie au décret, l'apprenti doit s'enregistrer au Comité Paritaire afin de rendre possible la compilation des différents stades de son apprentissage et expérience. L'employeur ne peut engager un apprenti qui ne s'est pas conformé à cette disposition.

b.—Dans chaque établissement régi par le décret, il ne doit pas y avoir plus d'un apprenti par deux compagnons ou homme de service. Toutefois, dans les établissements, où il n'y a qu'un compagnon ou homme de service, il est permis d'avoir un apprenti.

c.—Aucun apprenti ne peut être accepté avant d'avoir atteint l'âge de seize ans. Il doit avoir au moins sa cinquième année du cours élémentaire.

VI.—L'Employeur peut exiger, de tout salarié de son établissement, l'exécution de tout travail d'une catégorie inférieure à celle déterminée dans son certificat de qualification, pourvu que ce salarié continue de recevoir le salaire qui s'applique à la catégorie de salarié à laquelle il appartient, d'après son certificat.

VII.—a.—Le costume uniforme spécial requis par l'employeur doit être payé moitié par l'employeur, moitié par le salarié, et demeure la propriété de l'employeur jusqu'au paiement complet par le salarié.

b.—Les autres uniformes exigés par l'employeur, tels que: salopettes et jaquettes spéciales sont fournies et, blanchies, moitié par l'employeur, moitié par le salarié.

VIII.—Le temps alloué pour les repas est d'une (1) heure.

IX.—Le pourboire est la propriété du salarié, l'employeur ne peut le retenir ou s'en servir, même avec le consentement du salarié, comme partie de salaire, en autant qu'il n'est pas au détriment du patron ou de son établissement.

X.—Le salaire de tout salarié doit être payé au complet hebdomadairement, dans une enveloppe scellée, sur laquelle sont inscrits son nom, son numéro matricule, la date de la semaine de travail, le nombre d'heures rémunérées, le taux de salaire à l'heure, le montant contenu dans l'enveloppe; celle-ci doit être initialement par la personne qui a fait la paie et, si possible, distribuée le vendredi à 6 heures p.m.

XI.—Aucun salarié ne doit être tenu responsable de l'évaporation ni de la contraction de l'essence.

XII.—Le salarié doit fournir les outils manuels nécessaires à l'exercice de son métier, à

(July the first) Labour Day, Thanksgiving Day. All work performed during these days shall be paid at the rate of double time, except for day or night service men. If a holiday falls on a Sunday, next Monday shall be a closed one.

d.—All employees shall be entitled to a complete day of rest (24 hours) each week. For work performed on the weekly day of rest, the rate of wages shall be doubled.

e.—The working hours shall comprise the time during which the employee is at the disposal of the employer and required to be present however, the time given the employee for his meal, shall not be considered as working time.

V.—Apprenticeship:—

a. Notwithstanding the provisions of the decree concerning the apprenticeship, every apprentice may, at any time after one (1) year of practical experience, undergo his examinations to the satisfaction of the Board of Examiners named by the Parity Committee for his certificate of Competency. Upon entering the Industry governed by the present decree, the apprentice shall register with the Parity Committee so that a record of his experience can be established, the employer shall not hire an apprentice without this registration.

b.—In each establishment governed by the decree, there shall not be more than one apprentice to each two journeymen or service men. However in establishment where there is but one journeyman or service man, there may be an apprentice.

c.—No apprentice may be hired before having sixteen years of age. He must have at least, finished his fifth elementary grade.

VI.—The employer may require any employee of his establishment to perform any kind of work belonging to a category inferior to that specified on his certificate of Competency, provided the said employee shall continue to receive the wages herein specified for the category of employees to which he belongs, according to the said certificate.

VII.—a.—Half the cost of the special uniform required by the employer shall be paid by him and half by the employee and shall remain the property of the employer until the said uniform is fully paid for.

b.—The other uniforms required by the employer, such as overalls, and special frocks, shall be supplied and cleaned equally by the employer and the employee, each one paying half the cost.

VIII.—One (1) hour shall be allowed for meals.

IX.—Tips shall belong to the employer shall not keep or use same, even with the consent of the employee, as part of wages providing that the tip is not detrimental to the policy of the establishment.

X.—The wages of all employees shall be paid completely, every week, in a sealed envelope, on which the following shall be mentioned; his name, number, the date of the working hours or week, the number of working hours paid for, the wage rate and the amount contained in the envelope; the latter shall be initiated by the person preparing the pay, and, if possible, given on Friday, at 6 o'clock p.m.

XI.—No employee shall be held responsible for the evaporation or contraction of gas.

XII.—The employee will furnish the manual tools for the execution of his work with the excep-

l'exception des limes utilisées pour le débossage et des lames de soie à fer.

XIII.— Les salaires supérieurs aux taux minima fixés par le décret, ne doivent pas être diminués après sa mise en vigueur.

XIV.— Toute augmentation de salaire pour travail supplémentaire doit être calculée sur le salaire payé et non sur le salaire minimum.

XV.— Est déclarée illégale et sera considérée comme nulle et non avenue, pour les fins du décret, toute entente ou convention entre employeurs et employés ou salariés touchant soit la location d'espace, ou de place d'affaires, soit les conditions de travail, ou soit tout autre procédé dont l'effet pourrait diminuer le montant du salaire fixé par le décret.

XVI.— *Travail à domicile*.— Il est interdit à un salarié travaillant déjà pour le compte d'un employeur de l'industrie de l'automobile, d'exécuter à domicile, du travail ou quelque partie du métier de l'automobile, pour le compte de toute personne, que cette personne soit un employeur professionnel, un employeur ou un client, au sens de la Loi de la Convention Collective.

b.— Aucun artisan, compagnon ou apprenti dans les métiers de l'industrie de l'automobile tel que stipulé dans le présent décret ne peut exercer son métier, ailleurs que dans les établissements définis dans le présent décret.

XVII.— *Vacances*.— Après un an de service, l'employé aura droit à une semaine de vacances. Tout employé ayant travaillé (300) jours dans douze (12) mois consécutifs, aura droit à une semaine de vacances payée, soit six (6) jours consécutifs au taux de salaire régulier.

b.— Toute absence pour des raisons sérieuses, ne privera pas l'employé de ses vacances.

XVIII.— *Durée du décret*.— Le Décret entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, et demeurera en vigueur pour une période d'un an, à compter de cette date. Il se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une ou l'autre des parties en présence ne donne à l'autre partie un avis à ce contraire, soixante (60) jours avant l'expiration du terme original ou avant l'expiration de toute année subséquente. Tel avis devra être aussi envoyé à l'Honorable Ministre du Travail à Québec.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 6 juillet 1946. 14793-0

tion of the files required for body work and steel saw blades.

XIII.— The wages actually higher than the minimum rates established by the decree shall not be lowered after its coming into force.

XIV.— Any wage increase for overtime shall be computed on the wages paid and not on the minimum rate.

XV.— For the purpose of the decree, any agreement or contract entered into between an employer and an employee or wage-earner concerning the renting of space or place of business, the conditions of labour or any other transactions with a view to reduce the amount of wages established by the decree is hereby declared illegal and shall be considered as null and void.

XVI.— *Home Work*.— a.— An employee actually working for an employer of the automobile industry, shall not have the right to perform any work or part thereof of the automobile industry, at home, for the account of any person; whether such person be a professional employer, an employer or a customer, within the meaning of the Collective Agreement Act.

b.— No artisan, journeyman or apprentice in the trades of the automobile industry, as stipulated in the present decree, shall exercise his trade elsewhere than in the establishment defined in the present decree.

XVII.— *Vacations*.— a.— After one year of service the employer will be entitled to a vacation of one week. Any employee having worked three hundred (300) days in twelve (12) consecutive months is entitled to one (1) week, six (6) consecutive days, paid holiday at the regular rate of pay.

b.— Any absenteeism due to unaccountable reasons will automatically cancel the rights as stipulated in paragraph "a" section XVII.— A.

XVIII.— *Duration of the decree*.— The decree comes into force the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain in force for a period of one (1) year from the date. It shall then renew itself automatically, from year to year, unless either of the parties hereto notify the other to the contrary sixty (60) days before the expiration of the original term or before the expiration of any subsequent year. The Honourable Minister of Labour shall also receive such notice.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objection against the said petition which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 6th, 1946. 14793-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de l'alimentation au détail dans la région de Québec, ratifiée par le décret numéro 1658, du 17 mai 1944, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements. On demande:

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the food products retail trade of the Quebec region, ratified by the decree number 1658, of May 17, 1944, have submitted to him a petition to amend the said decree, and its amendments. It is requested:

1° Que les mots "doivent se terminer à 7.00 p.m.", mentionnés au deuxième alinéa du paragraphe "b" de l'article III, soient remplacés par les suivants: "doivent se terminer à 6.00 p.m."

2° Que les mots "le Jour de la Confédération" soient ajoutés après les mots "la Saint-Jean-Baptiste" mentionnés au paragraphe "d" de l'article III.

3° Que le deuxième alinéa du paragraphe "b" de l'article V soit remplacé par le suivant:

"Toutefois, l'employé devra fournir jusqu'à concurrence de quinze minutes de travail pour l'évacuation et la mise en ordre du magasin après l'heure de la fermeture du soir; cette prescription ne devant s'appliquer que dans les limites de la zone I. Dans les limites de la zone II, l'employeur aura le droit d'exiger que ses salariés recevant un salaire supérieur à celui déterminé au décret pour leur classification exécutent du travail en plus de la semaine régulière de 56 heures, calculé au taux de salaire et demi, jusqu'à concurrence du salaire payé hebdomadairement lors de l'entrée en vigueur du décret."

4° Que l'alinéa suivant soit ajouté au paragraphe "j" de l'article V:

"Toutefois, dans les limites de la zone I, le livreur marié devra recevoir, au minimum, le salaire du commis de la classe B, nonobstant le nombre d'employés à l'emploi de l'employeur."

5° Que les mots suivants soient ajoutés à l'alinéa 3 du paragraphe "k" de l'article V:

"Toutefois, la présente stipulation ne s'appliquera pas aux employés gagnant \$30.00 et plus, et travaillant pour un employeur de la zone I."

6° Que l'article VI soit remplacé par le suivant:

"VI.—*Vacances payées*:—a.—Tout salarié régulier, travaillant pour un employeur de la zone I, qui, au 30 juin de chaque année, a à son crédit une année de service pour le compte du même employeur ou dans le même établissement, a droit à une semaine de vacances payées, au taux de son salaire, qui doivent lui être données par l'employeur du 1er mai au 30 septembre de la même année.

b.—L'employé qui n'a pas bénéficié des vacances de la manière prévue ci-haut a le droit de réclamer, lorsque le délai pour les lui donner est expiré, l'équivalent en argent pour la période des vacances auxquelles il a droit.

c.—Le salaire pour la semaine de vacances dues à l'employé doit lui être payé avant son départ pour ses vacances.

d.—Dans le cas de la zone II, les mêmes stipulations s'appliqueront si ce n'est que l'employé devra avoir complété deux années de service pour le même employeur ou dans le même établissement pour avoir droit à une semaine de vacances payées laquelle lui sera donnée de la manière ci-haut décrite."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre la dite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 6 juillet 1946.

14798-0

1° That the words "shall terminate at 7.00 p.m.", mentioned in the second paragraph of subsection "b" of section III, be replaced by the following: "shall terminate at 6.00 p.m."

2° That the words "Dominion Day" be added after the words "St. Jean-Baptiste Day" mentioned in subsection "d" of section III.

3° That the second paragraph of subsection "b" of section V be replaced by the following:

"However, the employee shall work a maximum of fifteen minutes for the evacuation and cleaning of the store after closing time in the evening; this clause shall only apply within the limits of zone I.

In zone II, the employer may put to work those of his employees receiving more than the wages determined in the decree for their classification after the expiration of the 56-hour week, such overtime work to be computed on the basis of time and one half, to the extent of the wages paid weekly at the time of the coming into force of the decree."

4° That the following paragraph be added to subsection "j" of section V:

"However, within the limits of zone I, the married delivery man shall receive, at least, the wages of the clerk of class B, notwithstanding the number of employees of the employer."

5° That the following words be added to paragraph 3 of subsection "k" of section V:

"However, the present clause shall not apply to the employees earning \$30.00 and more, and working for an employer of zone I."

6° That section VI be replaced by the following:

"VI.—*Vacation with pay*:—a.—Every regular employee, working for an employer of zone I, who, on June 30 of each year, has completed one year of service for the same employer or in the same establishment, is entitled to a vacation of one week with pay, based on his wages, which shall be given to him by the employer between May 1st and September 30 of the same year.

b.—The employee who did not benefit by the vacation as above described may claim, after the expiration of the said delay, the equivalent in cash for the period of vacation to which he is entitled.

c.—The wages owed to the employee for the vacation week shall be given to him before he leaves for his vacation.

d.—As for zone II, the same provisions apply except that the employee must have completed two years of service for the same employer or in the same establishment to be entitled to a week's vacation with pay which shall be given to him in the manner above described."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, The Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said petition which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, July 6, 1946.

14798-0

Département du Trésor Assurances

Avis est, par les présentes donné que les compagnies de fidéicommis dont les noms suivent ont demandé et obtenu le renouvellement de leur permis et enregistrement pour le terme commençant le 1er juillet 1946 et finissant le 30 juin 1947 :

Aluminium Fiduciaries Limited; Anglo-American Trust Company; Bankers' Trust Company; Barclays Trust Company of Canada; British Empire Trust Company, Limited; Canada Permanent Trust Company; Canada Trust Company; Canadian Trust Company; Capital Trust Corporation, Limited; Chartered Trust and Executor Company; Commercial Trust Company Limited; Crown Trust and Guarantee Company; Eastern Trust Company; Fiduciaires de la Cité et du District de Montréal Limitée — Montreal City and District Trustees, Limited; Guaranty Trust of Canada; Guardian Trust Company; Imperial Trust Company; Montreal Trust Company; Morgan Trust Company; National Trust Company, Limited; Prudential Trust Company, Limited; Royal Trust Company; Scottish Trust Company; Sherbrooke Trust Company; Société d'Administration et de Fiducie — Administration and Trust Company; Société Nationale de Fiducie; Sun Trust, Limitée; Toronto General Trusts Corporation; Trust Général du Canada — General Trust of Canada.

Donné au bureau du Service des assurances ce 2ième jour de juillet 1946.

L'Inspecteur des Compagnies de fidéicommis,
GEORGES LAFRANCE,
14786-o Surintendant des assurances.

Avis est, par les présentes donné que le permis et l'enregistrement de l'Urbaine, Compagnie d'Assurance contre l'Incendie de Paris, France — Urbaine Fire Insurance Company of Paris, France, n'ont pas été renouvelés le 1er juillet 1946 parce que cette compagnie a cessé ses opérations le 31 mars 1943 et qu'à la date du 31 mars 1946 elle n'avait aucun contrat d'assurance en vigueur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances ce 2ième jour de juillet 1946.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
14787-o Surintendant des Assurances.

Treasury Department Insurance

Notice is hereby given that the following trust companies have made application for and obtained the renewal of their license and registration for the term beginning on the 1st day of July 1946 and ending on the 30th day of June 1947:

Aluminium Fiduciaries Limited; Anglo-American Trust Company; Bankers' Trust Company; Barclays Trust Company of Canada; British Empire Trust Company, Limited; Canada Permanent Trust Company; Canada Trust Company; Canadian Trust Company; Capital Trust Corporation, Limited; Chartered Trust and Executor Company; Commercial Trust Company Limited; Crown Trust and Guarantee Company; Eastern Trust Company; Fiduciaires de la Cité et du District de Montréal Limitée — Montreal City and District Trustees, Limited; Guaranty Trust Company of Canada; Guardian Trust Company; Imperial Trust Company; Montreal Trust Company; Morgan Trust Company; National Trust Company, Limited; Prudential Trust Company, Limited; Royal Trust Company; Scottish Trust Company; Sherbrooke Trust Company; Société d'Administration et de Fiducie — Administration and Trust Company; Société Nationale de Fiducie; Sun Trust, Limitée; Toronto General Trusts Corporation; Trust Général du Canada — General Trust of Canada.

Dated at the office of the Insurance Department this 2nd day of July 1946.

The Inspector of Trust Companies,
GEORGES LAFRANCE,
14786-o Superintendent of Insurance.

Notice is hereby given that the license and certificate of registry of the Urbaine Fire Insurance Company of Paris, France — l'Urbaine, Compagnie d'Assurance contre l'Incendie de Paris, France, have not been renewed on July 1st, 1946, this Insurance Company having ceased to carry on business the 31st day of March, 1943, and that on the 31st day of March, 1946 it had no outstanding insurance contracts in the Province.

Dated at the office of the Insurance Department this 2nd day of July 1946.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
14787-o Superintendent of Insurance.

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DE HULL — BAR OF HULL

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT — CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de juillet 1946 — Examinations of July, 1946

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Rivett	Ronald-Albert	27	Noranda.

Hull, 25 juin 1946 — Hull, June 25, 1946.

14734-26-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Hull,
RODRIGUE BÉDARD,
Secretary of the Bar of Hull.

BARREAU DE MONTREAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens de juillet 1946 — Examinations of July, 1946

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Bourbonnais	Jean	22	Montréal	Séminaire de Philosophie.
Corbeil	Gérard	26	Montréal	Collège Grasset.
Dorval	François	20	Montréal	Collège Brébeuf.
Montambault	Jules	30	Montréal	Collège Brébeuf.
Savoie	André	19	Montréal	Collège Grasset.

Montréal, le 25 juin 1946 — Montreal, June 25, 1946.

14735-26-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Montréal,
MARC LACOSTE,
Secretary of the Bar of Montreal.

BARREAU DE QUEBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens de juillet 1946 — Examinations of July, 1946

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Chassé	Jacques	20	Québec	Collèges Garnier, Brébeuf & Loyola

Québec, le 26 juin 1946 — Quebec, June 26, 1946.

14736-26-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
EDOUARD LALIBERTÉ,
Secretary of the Quebec Bar.

BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens de juillet 1946 — Examinations of July, 1946

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Barette	Raphaël	21	Valleyfield	Séminaire de Valleyfield.
Leroux	José	22	Saint-Hilaire	Université d'Ottawa.

St-Hyacinthe, le 25 juin 1946 — St. Hyacinthe, June 25, 1946.

14737-26-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,
MAURICE ROUSSEAU,
Secretary of the Bar of Richelieu.

BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS — BAR OF SAINT FRANCIS

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens de juillet 1946 — Examinations of July, 1946

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Beaudry	Paul-Jean	24		Saint-Charles Borromée.

Sherbrooke, le 25 juin 1946 — Sherbrooke, June 25, 1946.

14738-26-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Saint-François,
LS-GEO. LEMAY,
Secretary of the Bar of Saint Francis.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 21 décembre 1945.

Monsieur J.-Roch Thibault, de Sainte-Anne-des-Monts: Greffier de la Cour de circuit et de la Cour de magistrat du district électoral de Gaspé-Nord, à Sainte-Anne-des-Monts.

Monsieur Ethelbert Thibault, de Sainte-Anne-des-Monts: député-registrateur de la division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts.

Québec, le 20 juin 1946.

Monsieur Paul-Étienne Boudreau, de La Tuque: registrateur de la division d'enregistrement de La Tuque.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la Province, au nom de Sa Majesté, la personne dont le nom suit, savoir:

Québec, le 20 juin 1946.

Monsieur J.-Victorien Tremblay, de Saint-Joseph-d'Alma, membre du Barreau de la Province: Conseil en Loi du Roi.
14794

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, December 21, 1945.

Mr. J. Roch Thibault, of Sainte-Anne-des-Monts: to be Clerk of the Circuit Court and of the Magistrate's Court for the electoral district of Gaspé-North, at Sainte-Anne-des-Monts.

Mr. Ethelbert Thibault, of Sainte-Anne-des-Monts: to be deputy registrar for the Registration Division of Sainte-Anne-des-Monts.

Quebec, June 20, 1946.

Mr. Paul Étienne Boudreau, of La Tuque: to be registrar for the Registration Division of La Tuque.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the person whose name follows, to wit:

Quebec, June 20, 1946.

Mr. J. Victorien Tremblay, of Saint-Joseph-d'Alma, member of the Bar of the Province: King's Counsel.
14794

Sièges sociaux

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Maîtrise d'Arts Limitée", constituée en corporation en vertu de lettres patentes émises le 19 avril 1939, et ayant son bureau principal à 10330, rue Clarke, Montréal, a établi son bureau au N° 221, de la rue Bourgogne, Chambly-Bassin.

A compter du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Chambly-Bassin, ce 4ième jour d'avril, 1946.

Par le Secrétaire,
14779-0 RAOUL LAPORTE, gérant.

CHANGEMENT D'ADRESSE

MOUNTAIN CREST MINES, LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

A une assemblée des directeurs de la compagnie ci-dessus, tenue le vingt et unième jour de juin 1946, il a été unanimement résolu que le siège social de la compagnie sera à 1445 rue Mackay, Montréal.

Montréal, ce vingt-septième jour de juin 1946.

(Sceau)

14780 Le Secrétaire-trésorier,
GEORGE E. DORAN.

AVIS DE SITUATION DE SIÈGE SOCIAL

Avis est, par les présentes, donné que L'Union des Locataires, constituée en corporation par lettres patentes le 9 mai 1946, et ayant son siège

Head Offices

NOTICE

Notice is hereby given that the company "Maîtrise d'Arts Limitée" incorporated by letters patent issued on April 19, 1939, and having its head office at 10,330 Clarke street, Montreal, has established its office at No. 221 Bourgogne street, Chambly-Bassin.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Chambly-Bassin, this 4th day of April, 1946.

Per: RAOUL LAPORTE, manager,
14779 Secretary.

CHANGE OF ADDRESS

MOUNTAIN CREST MINES, LIMITED
(No Personal Liability)—

At a meeting of the Directors of the above Company, held on the twenty-first day of June, 1946, it was unanimously resolved that the Head-Office of the Company shall be at 1445 Mackay Street, Montreal.

Montreal, this twenty-seventh day of June, 1946.

(Seal)

14780-0 GEORGE E. DORAN,
Secretary-Treasurer.

NOTICE OF SITUATION OF HEAD OFFICE

Notice is hereby given that Union of Tenants incorporated by Letters Patent on the 9th day of May, 1946, and having its head office in the

sociale en la cité de Sherbrooke, a établi son bureau au numéro 66, rue Wellington-Nord, dans la cité de Sherbrooke.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la corporation comme étant son siège social.

Daté à Sherbrooke, P. Q., ce 16ième jour de Juin 1946.

Le Secrétaire,
J. HECTOR CADOTTE.

14775-o

city of Sherbrooke, has established its head office at No. 66, Wellington-North Street, in the city of Sherbrooke.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the corporation as being the head office of the corporation.

Dated at Sherbrooke, P. Q., this 16th day of June, 1946.

J. HECTOR CADOTTE,
Secretary.

14775-o

"ANTOINE GUERTIN LIMITÉE"

Avis est donné que "Antoine Guertin Limitée" constituée en corporation le 3 mai 1946 par lettres patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec et ayant son bureau principal à Montréal a établi son bureau à Ste-Madeleine, P. Q.

A compter de la date des présentes le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Montréal, 26 juin 1946.

Le Secrétaire,
ÉMILE CORDEAU.

14789-o

"ANTOINE GUERTIN LIMITÉE"

Notice is hereby given that the company "Antoine Guertin Limitée", incorporated on May 3, 1946, by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec and having its head office at Montreal, has established its office at Ste-Madeleine, P. Q.

From and after the date of the present notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Montréal, June 26, 1946.

ÉMILE CORDEAU,
Secretary.

14789

Soumissions

Tenders

VILLE DE KÉNOGAMI

TOWN OF KÉNOGAMI

Règlement N° 161

TENDERS FOR BONDS

SOUSSIONS POUR OBLIGATIONS

By-Law No. 161

Émission: \$148,000.00 — 20 ans — 3% — Rachetable sur avis de 30 jours publié dans la *Gazette Officielle de Québec*. Les intérêts payables semi-annuellement les 1 juin et 1 décembre, et le capital, annuellement, le 1 juin. Les soumissions seront reçues, sous pli cacheté et endossé "Soumission pour obligations", jusqu'à 4 Hrs P.M., le 5 Août 1946, au bureau du greffier, 50 Avenue King-Georges, Kénogami; toute malle devra être adressée à C.P. N° 25, Kénogami, et tous appels téléphoniques à Tél. Sag. Qué. N° 561, Kénogami. Les dites soumissions seront étudiées et adjugées, à la séance publique du conseil, tenue le même jour, à 8 Hrs P.M., le 5 Août 1946.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé de 1% du montant de l'emprunt. Le conseil donnera la préférence à l'offre la plus avantageuse, seulement.

Issue: \$148,000.00 — 20 years — 3% — Redeemable by a notice, of 30 days, once in the *Quebec Official Gazette*. Repayable semi-annually the first days of June & December, as to interests, and annually the first day of June, as to principal. Tenders shall be received, duly sealed and endorsed "Tender for bonds", until 4 o'clock in the afternoon, the 5th day of August, 1946, in the office of the Clerk, 50 King-George Ave., Kenogami; mail must be received in P. O. Box No. 25, Kenogami, and calls, to Sag. Que. Tel. No. 561, Kenogami. These tenders will be opened and adjudicated, at the public sitting of the Municipal Council, the 5th day of August 1946, at 8 o'clock in the afternoon.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque equal to one per cent of the amount of the loan. Only the one appearing to be more beneficial will be accepted.

Tableau de remboursement — Repayment List.

Année Year	Intérêt Interest	Capital Principal	Total Total	Balance Balance
				\$148,000.00
1	\$2,200.00			
	2,200.00	\$7,400.00	\$11,840.00	140,600.00
2	2,109.00			
	2,109.00	7,400.00	11,618.00	133,200.00
3	1,998.00			
	1,998.00	7,400.00	11,396.00	125,800.00
4	1,887.00			
	1,887.00	7,400.00	11,174.00	118,400.00
5	1,776.00			
	1,776.00	7,400.00	10,952.00	111,000.00
6	1,665.00			
	1,665.00	7,400.00	10,730.00	103,600.00
7	1,554.00			
	1,554.00	7,400.00	10,508.00	96,200.00

8	1,443.00			
	1,443.00	7,400.00	10,286.00	88,800.00
9	1,332.00			
	1,332.00	7,400.00	10,064.00	81,400.00
10	1,221.00			
	1,221.00	7,400.00	9,842.00	74,000.00
11	1,110.00			
	1,110.00	7,400.00	9,620.00	66,600.00
12	999.00			
	999.00	7,400.00	9,398.00	59,200.00
13	888.00			
	888.00	7,400.00	9,176.00	51,800.00
14	777.00			
	777.00	7,400.00	8,954.00	44,400.00
15	666.00			
	666.00	7,400.00	8,732.00	37,000.00
16	555.00			
	555.00	7,400.00	8,510.00	29,600.00
17	444.00			
	444.00	7,400.00	8,288.00	22,200.00
18	333.00			
	333.00	7,400.00	8,066.00	14,800.00
19	222.00			
	222.00	7,400.00	7,844.00	7,400.00
20	111.00			
	111.00	7,400.00	7,622.00	

Le Greffier,
R. COULOMBE.

R. COULOMBE,
Town-clerk.

14776-27-2-o

Ventes pour taxes

Sales for Taxes

Province de Québec

Province of Quebec

VILLE D'AMOS

TOWN OF AMOS

Avis public est par les présentes donné, par Lionel Parent, secrétaire-trésorier de la Ville d'Amos, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique à l'Hôtel-de-Ville, 1ère Avenue Ouest, à Amos, MERCREDI le vingt-quatrième jour de juillet mil neuf cent quarante-six, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, et les intérêts mentionnés dans l'état ci-dessous, ainsi que des frais subséquentement encourus, à moins que taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given by Lionel Parent, Clerk of the Town of Amos, that the properties hereinafter described will be sold by public auction, at the Town Hall, 1st Avenue West, on WEDNESDAY, the twenty-fourth day of July, nineteen hundred and forty-six, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the municipal and school taxes, with interest mentioned in the hereunder statement, and the costs which shall subsequently incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Nom du propriétaire Name of Owner	N° du Cadastre Cadastral Nos.	Taxes munic. Int. et frais Munic. Taxes Int. and Costs	Taxes scol. Int. et frais School Taxes Int. and Costs	Total
Bénard, Maurice.	Lot 10, Bloc-Block 32	\$ 7.89	\$ 1.89	\$ 9.78
Bénard, "Succ. de-of Mme-Mrs. Paul	Lot 2, Bloc-Block 40	15.04	3.77	18.81
"	Lot 3, Bloc-Block 40	15.04	3.77	18.81
"	Lot 4, Bloc-Block 40	15.04	3.77	18.81
"	Lot 15, Bloc-Block 40	7.54	1.89	9.43
"	Lot 16, Bloc-Block 40	7.54	1.89	9.43
"	Lot 17, Bloc-Block 40	7.54	1.89	9.43
"	Lot 18, Bloc-Block 40	7.54	1.89	9.43
"	Lot 19, Bloc-Block 40	7.54	1.89	9.43
"	Lot 20, Bloc-Block 40	7.54	1.89	9.43
"	Lot 6, Bloc-Block M	115.42	29.02	144.44
Charette, Philorum.	Lot 12, Bloc-Block 33	20.91		20.91
"	Lot 14, Bloc-Block 33	3.84		3.84
Collin, Thomas, Succ.	Lot 18, Bloc-Block 70	44.80	29.26	74.06
Dudemaine & Frères, Succ.	Lot 25, Bloc-Block 24	16.71	11.43	28.14
Goulet, Bruno, Succ.	Lot 13, Bloc-Block 15	5.13		5.13
Huot, Lucien, Succ.	Lot 3, Bloc-Block 32	7.98	3.42	11.40
Larose, Isale, Succ.	Lot 12, Bloc-Block 64	40.44	31.74	72.18
Naud, Roland.	Lot 1, Bloc-Block 10	27.86		27.86
New Quebec Realty Co.	Rue-Street G-13, Bloc-Block G	12.76	8.57	21.33
Gingras, Georges.	Lot 30, Bloc-Block 209	3.84	2.81	6.65

Les immeubles susdits sont tous du cadastre officiel pour la Ville d'Amos.

Donné à Amos, ce dix-huitième jour de juin, mil neuf cent quarante-six.

Le Secrétaire-trésorier
de la Ville d'Amos,
LIONEL PARENT.

14717-26-2-o

Province de Québec

CITÉ DE CHICOUTIMI

Avis public, est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 19 juin 1946 a ordonné au sous-signé, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chap. 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la Commission Scolaire de la cité de Chicoutimi, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la grande salle de l'hôtel-de-ville, le 23 JUILLET 1946, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois pourront être exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes scolaires de l'année 1944-1945 et des années antérieures auront été payées avant le moment de la vente.

1.—Brique de Chicoutimi.—Les lots de terre 1179-2 et 1177-1 avec droit à l'usage à perpétuité d'une lisière de terrain de 60 pieds de largeur pour communiquer du dit lot N°. 1179-2 à la nouvelle rue Taché, laquelle lisière de terrain est maintenant désignée sous le N° 1179-1.

Mais avec réserve en faveur de la Société d'Eclairage et d'Energie Electrique du Saguenay du droit de laisser, maintenir et entretenir à l'endroit où elle se trouve actuellement une première ligne de transmission traversant; a) sur un poteau, le lot n° 1179-2 et b) sur un autre poteau, le N° 1177-1; une seconde ligne de transmission (feeder) traversant, sur deux poteaux, le même 1177-1.

2.—Martin, Succ. David.—Tout ce lopin de terre ou emplacement formant partie des lots connus et désignés, quartier Ouest, sous les numéros 1059, 1042 et 1048, lequel mesure 70 pieds de largeur sur le chemin de front actuel, 65 pieds du côté Sud, 100 pieds du côté Nord et du côté Ouest environ 65 pieds et est borné au Nord par le terrain de Thomas Dufour, ou représentant, à l'Est par la rue St-Ignace, vers le Sud par le terrain de J.-E. Cloutier, et vers l'Ouest par le terrain de ce dernier pour une partie, et pour l'autre partie par une rue.

3.—Simard, Charles-David.—1° Un terrain ou emplacement situé en la Cité de Chicoutimi et faisant partie des lots numéros 6 et 7 de la dernière subdivision du numéro 24 des plans et livre de renvoi officiels de la ville de Chicoutimi, borné le dit terrain d'un côté en front et vers l'est par l'avenue Riverin, vers le Sud partie par le numéro 24 et partie par le numéro 24-2 du même plan officiel, appartenant à Dame Avila Charbonneau, vers l'ouest au résidu du dit lot numéro 24-6 et plus précisément par une ligne située à l'ouest du pan ouest de la maison construite sur ce terrain et distante de ce pan de 12 pieds et lui est parallèle du côté nord par le résidu des dits lots numéros 24-6 et 24-7, cette partie de terrain devant servir de chemin, et plus précisément par une ligne située au nord du pan nord de la dite maison et distante de ce pan de 6 pieds et lui est parallèle, cette ligne partant de la limite ouest de l'avenue Riverin et se prolongeant vers l'ouest jusqu'à l'intersection de la limite ouest de ce terrain établie par la parallèle de 12 pieds de la maison.

2° Un autre terrain, devant servir de chemin pour le terrain décrit au paragraphe 1° d'une largeur de 10 pieds et faisant également partie des lots numéros 6 et 7 de la dernière subdivision du numéro 24-6 et 24-7 et borné en front, vers l'est par l'avenue Riverin, vers le sud par le terrain décrit en premier lieu, vers l'ouest au prolongement vers le nord de la ligne parallèle ouest du terrain décrit en premier lieu, et vers le nord par une ligne parallèle à la ligne sud de ce chemin et distante de celle-ci de 10 pieds.

4.—Tremblay, Dame Jules-R.—Un terrain de superficie inconnue formant partie de la partie non-subdivisée du lot 1179 compris dans les bornes suivantes: vers le nord au lot n° 1179-1, chemin conduisant à La Brique de Chicoutimi, vers le sud à partie du lot

The aforesaid immovables are all of the official cadastre for the Town of Amos.

Given at Amos, this eighteenth day of June, one thousand nine hundred and forty-six.

LIONEL PARENT,
Secretary-treasurer
of the Town of Amos.

14717-26-2-o

Province of Quebec

CITY OF CHICOUTIMI

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated June 19, 1946, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chap. 207), to sell the immovables hereinunder designated in payment of arrears of taxes due the School Commission of the city of Chicoutimi, with interest and costs, and that consequently the immovables will be sold by public auction in the big hall the city-hall on the TWENTY-THIRD of JULY, 1946, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale those immovables whereon the school taxes of the year 1944-45 and of the previous years shall have been paid before the time of the sale.

1.—"Brique de Chicoutimi".—The lots of land 1179-2 and 1177-1, with right to the use, in perpetuity, of a strip of land of 60 feet in width to communicate from said lot No. 1179-2 to the new Taché street, said strip of land now being designated under No. 1179-1.

But with reserve, in favour of the "Société d'Eclairage et d'Energie Electrique du Saguenay" of the right to leave, maintain and keep at the place where it is actually, a first transmission line running across: a) on a pole, lot No. 1179-2 and b) on another pole, No. 1177-1; a second transmission line (feeder) running across, on two poles, the same number 1177-1.

2.—Martin, Est. of David. All that parcel of land or emplacement forming part of the lots known and designated, West ward, under numbers 1059, 1042 and 1048, same measuring 70 feet in width on the actual front road, 65 feet on the South side, 100 feet on the North side, and on the West side about 65 feet, and is bounded on the North by the land of Thomas Dufour, or representative, on the East by St-Ignace street, on the South by the land of J.-E. Cloutier and on the West by the land of the latter for one part, and for the other part by a street.

3.—Simard Charles-David 1o. A lot of land or emplacement situate in the city of Chicoutimi, and forming part of lots numbers 6 and 7 of the last subdivision of number 24 of the official plan and book of reference for the town of Chicoutimi, said lot of land bounded in front and on the East by Riverin avenue, on the South, partly by number 24 and partly by number 24-2 of said official plan, belonging to Dame Avila Charbonneau, on the West by the residue of said lot number 24-6 and more precisely by a line situate on the West of the Western wall of the house built on said land and 12 feet distant from said wall and parallel thereto on the North side by the residue of said lots numbers 24-6 and 24-7, said part of land to be used as a road, and more precisely, by a line situate on the North side of the Northern wall of the said house and 6 feet distant from said wall and parallel thereto, said line starting from the Western limit of Riverin avenue and being prolonged towards the West as far as the intersection of the Western limit of said land established by the parallel of 12 feet from the house.

2o. Another lot of land to be used as a road for the land described in paragraph 1o. of 10 feet in width and also forming part of lots numbers 6 and 7 of the last subdivision of number 24-6 and 24-7 and bounded in front, on the East by Riverin avenue, on the South by the land firstly described, on the West by the prolongation towards the North of the parallel line West of the land firstly described, and on the North by a line parallel to the South line of said road, and 10 feet distant therefrom.

4.—Tremblay, Dame Jules-R.—A lot of land of unknown area forming part of the unsubdivided part of lot 1179, comprised within the following boundaries: on the North by lot No. 1179-1, road leading to "La Brique de Chicoutimi" on the South by part of

numéro 1179, propriété de M. Alfred Tremblay ou encore d'une ligne perpendiculaire au chemin St. Paul, partant d'un point distant de 165 pieds de l'intersection du chemin St. Paul et du lot numéro 1179-1 (chemin privé) vers l'est à une ruelle de 36 pieds de largeur, dans laquelle Dame Cécile Guay Tremblay et ses représentants auront le droit de passer à pieds et en voiture et en tout temps de l'année sur la partie longeant le terrain présentement vendu par M. Alfred Tremblay à Dame Cécile Guay; cette dite ruelle formant également partie du lot numéro 1179 partant du chemin conduisant à La Brique de Chicoutimi et courant vers le sud, vers l'ouest à la propriété de Dame Cécile Guay.

5.— Tremblay, Adjutor.— Tout ce lopin de terre ou emplacement formant partie du lot connu et désigné au cadastre sous le numéro 814 lequel mesure 45 pieds de largeur du nord au sud, et 100 pieds de profondeur de l'ouest à l'est, et est borné vers le nord par le terrain de Madame Ernest Tremblay vers l'est par le terrain de Madame Vve Joseph Desbiens vers le sud par le terrain de Aimé Tremblay et vers l'ouest par la rue Taché.

6.— Martin, Paul.— Le lot numéro 570-8.

7.— Tremblay, Augustin.— Le lot numéro 570-9.

8.— Tremblay, Dame Jules-R.— Un terrain étant la plus grande partie du lot numéro 297, mesurant 120 pieds de front, sur la rue Racine, et borné vers le nord par la ligne sud de la rue Racine, vers l'est par le terrain appartenant à M. Jules-R. Tremblay, vers le sud-est par le Ruisseau de la Prison et vers l'ouest partie au terrain de Dame Johnny Gravel et partie au terrain de MM. Tremblay et Frère.

9.— Tremblay, Jules-R.— "A" Un lopin de terre situé en la cité de Chicoutimi, formant partie du lot numéro 297 au plan et livre de renvoi officiels de la ville de Chicoutimi, mesurant 16 pieds de largeur ou environ de l'est à l'ouest, sur la profondeur qu'il y a entre la rue Racine au nord et la ligne centrale d'un ruisseau appelé "Ruisseau de la Prison" au sud, et borné vers l'est au terrain de la Compagnie Tremblay et Simard, Limitée, ou représentants et vers l'ouest à une ligne parallèle à la limite ouest du dit lot numéro 297 et distante de 120 pieds, mesure précise de cette ligne ouest, avec réserve en faveur de M. Adrien Gagnon ou représentant et Tremblay & Frère ou représentant des droits de passage qu'ils peuvent avoir sur ledit terrain;

"B" Un terrain formant partie du même lot numéro 297 de figure irrégulière et de superficie inconnue, borné vers le nord-ouest à la ligne centrale du dit ruisseau de la Prison, au sud, partie au terrain ci-après décrit et partie au terrain de MM. Tremblay et Frère et à l'est au terrain de Simard et Tremblay, Limitée, ou représentants, avec réserve en faveur de M. Adrien Gagnon ou représentant et Tremblay & Frère ou représentant des droits de passage qu'ils peuvent avoir sur ledit terrain;

"C" Un terrain formant partie du lot numéro 317 de figure triangulaire et de superficie inconnue, borné au nord au terrain ci-dessus décrit au paragraphe "B", au sud-est au terrain de MM. Tremblay et Frère et vers l'ouest au terrain des susdits Tremblay et frère.

Lesdits lots et parties de lots sont du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi.

Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, sujets à tous les droits acquis de la cité de Chicoutimi et à toutes servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette aux dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Chicoutimi, ce 20 Juin 1946.

Le Greffier,

14698-26-2-o

GASTON CARRIER.

lot number 1179, property of Mr. Alfred Tremblay, or again by a line perpendicular to the St. Paul road, starting from a point 165 feet distant from the intersection of the St. Paul road and lot number 1179-1 (private road), on the East by a lane of 36 feet in width, wherein Dame Cécile Guay Tremblay and her representatives shall have right of way on foot and in vehicle and at all times of the year on the part running along the land presently sold by Mr. Alfred Tremblay to Dame Cécile Guay; the said lane also forming part of lot number 1179, starting from the road leading to "La Brique de Chicoutimi" and running South, towards the West by the property of Dame Cécile Guay.

5.— Tremblay, Adjutor.— All that parcel of land or emplacement forming part of the lot known and designated on the cadastre under number 814, same measuring 45 feet in width from North to South and 100 feet in depth from West to East, and is bounded on the North by the land of Madame Ernest Tremblay, on the East by the land of Madame Wid. Joseph Desbiens, on the South by the land of Aimé Tremblay and on the West by Taché street.

6.— Martin, Paul.— Lot number 570-8.

7.— Tremblay, Augustin.— Lot number 570-9.

8.— Tremblay, Dame Jules-R.— A lot of land being the largest part of lot number 297, measuring 120 feet in front, on Racine street, and bounded on the North by the South line of Racine street, on the East by the land belonging to Mr. Jules-R. Tremblay, on the Southeast by the "Ruisseau de la Prison", and on the West partly by the land of Dame Johnny Gravel and partly by the land of Messrs Tremblay et Frère.

9.— Tremblay, Jules-R.— "A" A parcel of land situate in the city of Chicoutimi, forming part of lot number 297 of the official plan and book of reference for the town of Chicoutimi, measuring 16 feet — or about — in width from East to West, by the depth existing between Racine street on the North and the central line of a stream called "Ruisseau de la Prison" on the South, and bounded on the East by the land of the "Compagnie Tremblay et Simard, Limitée" or representatives, and on the West by a line parallel to the Western limit of said lot number 297, and 120 feet distant — exact measurement — from the said West line, with reserve in favour of Mr. Adrien Gagnon or representative and Tremblay & Frère or representative of rights of way which they may have on the said lot of land.

"B" — A lot of land forming part of said lot number 297, of irregular figure and unknown area, bounded on the Northwest by the central line of said "Ruisseau de la prison", on the South partly by the land hereinabove described and partly by the land of Messrs Tremblay et Frère", and on the East by the land of "Simard et Tremblay Limitée", or representatives, with reserve, in favour of Mr. Adrien Gagnon or representative and "Tremblay et Frère" or representative, of rights of way which they may have on the said lot of land.

"C" A lot of land forming part of lot number 317 of triangular figure and unknown area, bounded on the North by the land hereinabove described in paragraph "B", on the Southeast by the land of Messrs Tremblay et Frère; and on the West by the land of "Tremblay et Frère"; aforesaid.

The said lots are of the official cadastre for the town of Chicoutimi.

They will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies if any, subject to all acquired rights of the City of Chicoutimi and to all active or passive, apparent or unapparent servitudes capable of affecting the same.

The adjudication price of each of these immovables shall be payable immediately.

The sale shall be made, moreover, subject to the provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Chicoutimi, June 20, 1946.

GASTON CARRIER,

14698-26-2

Clerk.

Province de Québec — District de Roberval

COMMISSION SCOLAIRE DE GARNIER

Province of Quebec — District of Roberval

SCHOOL COMMISSION OF GARNIER

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du vingt et un juin 1946, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de

Public notice is hereby that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the twenty-first of June, 1946, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section

l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, ch. 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la Commission scolaire de Garnier, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence les dits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil de la paroisse de l'Ascension de Notre-Seigneur, le VINGT-QUATRE juillet 1946, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes scolaires non consolidées de l'année 1945-1946 et des années antérieures et les versements échus des taxes scolaires consolidées, auront été payés avant le moment de la vente.

1° Joseph Gagné.— a) Les lots 34, 35, 36, 37 et 38, rang 2. b) Le lot 38, rang 3.

2° Antoine Gagné.— La demie est du lot 38 et les lots 39 et 40, rang 2.

3° Stanislas Harvey.— a) Le lot 6, rang 2. b) Le lot 9, rang 2. c) Les lots 8 et 9, rang 3.

4° Oscar Poulin.— a) Le lot 12, rang 3. b) Les lots 11 et 12, rang 4.

Tous les lots ou partie de lot désignés sous les numéros d'ordre 1 à 4 inclusivement font partie du cadastre officiel du canton Garnier.

Tous ces lots ou parties de lots vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées aux dits immeubles.

Les versements non échus des taxes scolaires consolidées sont à la charge de l'acquéreur.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente est en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à l'Ascension, ce 24ième jour de juin 1946.

14718-26-2-o

LORENZO LEMAY,

54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chap. 207), to sell the immovables hereinafter designated in payment of arrears of taxes due the school commission of Garnier, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction in the council hall of the parish of l'Ascension de Notre-Seigneur, on the TWENTY-FOURTH day of JULY, 1946, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, those immovables whereon non-consolidated school taxes for the year 1945-1946 and previous years and payments due on consolidated school taxes, shall have been paid before the sale.

1. Joseph Gagné.— a) Lots 34, 35, 36, 37 and 38 range 2. b) Lot 38, range 3.

2. Antoine Gagné.— The east half of lot 38 and lots 39 and 40, range 2.

3. Stanislas Harvey.— a) Lot 6, range 2. b) Lot 9, range 2. c) Lots 8 and 9, range 3.

4. Oscar Poulin.— a) Lot 12, range 3. b) Lots 11 and 12, range 4.

All the lots or part of lot described numerically from 1 to 4 inclusively form part of the official cadastre for the township Garnier.

All these lots or parts of lots will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovables.

Payments not yet due on consolidated school taxes will be charged to the purchaser.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at L'Ascension, this 24th day of June, 1946.

14718-26-2

LORENZO LEMAY.

Province de Québec — Comté de Laval

VILLE DE POINTE-AUX-TREMBLES

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère en l'hôtel de ville, de la Ville de la Pointe-aux-Trembles, VENDREDI, le VINGT-SIXIEME jour du mois de JUILLET, 1946, à DIX heures de l'avant-midi, (Heure solaire) pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêt, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 28 mai 1946, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, article 550, tel qu'amendé par 24 Geo. V, chapitre 33, section 3.

Province of Quebec — County of Laval

TOWN OF POINTE-AUX-TREMBLES

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the Council at the Town-Hall of the Town of Pointe-aux-Trembles, on FRIDAY, the TWENTY-SIXTH day of JULY, 1946, at TEN o'clock in the forenoon, (Eastern standard Time), to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and cost be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated May 28th, 1946, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables, under the authority of article 550, of Cities and Towns Act, as amended by 24 Geo. V, chap. 33, section 3.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Bramall, John Thomas	181- 182- 182-	297 avec-with 258 259
Blasen, Marie, veuve de-widow of F. DeShutter	181-	445, 446
Belle, Lila, veuve de-widow of Charles Phippen	184-	183, 184
Braseau, Ovide	181-	64
Burns, Floyd	181-	92, 93
Cormier, J.-L.	177-	272 à-to 274 incl.

Champoux, Alexandre, Révérend.....	180-	191, 192
Courtemanche, Alphonse.....	208-	56
Cinq-Mars, Alexandre.....	227-	169, 170
Dandurand, Henri.....	174-	80
Faucher, Arthur.....	211-	992
Gagnon, J.-A.-Roland.....	177-	755, 756, 792 à-to 797 incl., 789, 790
Gauthier, Zénon.....	211-	1055
Haley, Marsolaie.....	208-	389
Lamer, Arthur.....	93-	27
Lepage, Albert.....	177-	106 à-to 108 incl.
Lord, Alexandria.....	206-	133, 134
Lagarde, Alexandrine, veuve de-widow of Henri Thibault.....	199-	200 à-to 202 incl.
Lalonde, Sylvain.....	206-	1511 à-to 1518 incl.
McLean, John A.....	Bât. sur-Bldg on lots 206-	1156, 1186
Mlot, Paul.....	93-	399
Martin, Alphonse.....	208-	676
Pratte, Violette, épouse de-wife of Auguste Côté.....	211-	1011
Roussel, Marie, veuve de-widow of Ananie Charbonneau.....	108-	238, 239
	101-	507, 598, 559, 560, 681, 682, 924, 925
	101-	209 avec-with 108-78
	101-	210 avec-with 108-79
	101-	211 avec-with 108-80
	101-	310 avec-with 108-166
	101-	572 avec-with 108-204
	182-	194
Rossi, Antonio.....	40-	325 avec-with 41-17
Schwartz, Jos.....	40-	324 avec-with 41-16
	211-	995
Saucier, Aimé.....	121-	135
Thibert, Hervé.....	206-	1021, 1022
Vickers, George.....	206-	466
Bergeron, Rodolphe.....	206-	

A distraire dudit lot, la partie vendue à la Ville de la Pointe-aux-Trembles, pour l'ouverture et l'établissement de la route de raccordement du Pont Boulevard Pie IX, dans la Ville de Montréal-Nord à la rue Sherbrooke Est, dans les limites de la Ville de la Pointe-aux-Trembles, suivant acte enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal, le 15 juillet 1939, sous le numéro 457635.

Dallaire, Fridolin..... | 206-

A distraire desdits lots, la partie vendue à la Ville de la Pointe-aux-Trembles, pour l'ouverture et l'établissement de la route de raccordement du Pont Boulevard Pie IX, dans la Ville de Montréal-Nord à la rue Sherbrooke Est, dans les limites de la Ville de la Pointe-aux-Trembles, suivant acte enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal, le 15 juillet 1939, sous le numéro 457636.

Major, Ovilla..... | 199-

A distraire desdits lots, la partie vendue à la Ville de la Pointe-aux-Trembles, pour l'ouverture et l'établissement de la route de raccordement du Pont Boulevard Pie IX, dans la Ville de Montréal-Nord à la rue Sherbrooke Est, dans les limites de la Ville de la Pointe-aux-Trembles, suivant acte enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal, le 17 avril 1939, sous le numéro 451716.

Reeves, Blanche, épouse de-wife of Almanzor Samson,
Reeves Maria, veuve de-widow of Marc Reeves,
Reeves Médéric, Gustave,
Succ.-Est. Emile Reeves,
Succ.-Est. Zéphir Reeves,
Succ.-Est. Dame Louis Bazin, et-and Succ.-Est. Dame Thomas
Gagnon.....

Une lisière de terre composée d'une partie du lot numéro Deux de la subdivision du lot originaire numéro Cent Quatre-Vingt-Douze (partie 192-2) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la Paroisse de la Pointe-aux-Trembles, Division d'enregistrement de Montréal, bornée en front vers le Nord-Ouest par la rue Notre-Dame, en arrière vers le Sud-Est par le terrain de la Commission du Havre de Montréal (fleuve Saint-Laurent), d'un côté vers le Nord-Est par partie dudit lot numéro Deux et de l'autre côté vers le Sud-Ouest par une autre partie dudit lot numéro Deux, mesurant en largeur Quarante pieds (40') par toute la profondeur qu'il peut y avoir entre ladite rue Notre-Dame et ledit terrain de la Commission du Havre de Montréal, la limite Nord-Est de ladite lisière de terre étant à une distance de Deux pieds et Cinq dixièmes de pied (2.5) de la ligne de division entre ledit lot numéro Deux et le lot numéro Trois de la subdivision dudit lot originaire numéro Cent Quatre-Vingt-Douze et à la limite Sud-Ouest de ladite lisière de terre étant à une distance de Cinquante-Cinq pieds (55') de la ligne de division entre ledit lot numéro Deux et le lot numéro Un de la subdivision dudit lot originaire numéro Cent Quatre-Vingt-Douze, lesdites distances de Deux pieds et Cinq dixièmes de pied et de Cinquante-Cinq pieds

To be detached from the said lot, the part sold to the Town of Pointe-aux-Trembles, for opening and establishment of the road joining the bridge of Boulevard Pie IX, in the Town of Montreal North and Sherbrooke Street, in the limits of the Town of Pointe-aux-Trembles, by deed registered at the Registry Office, in Montreal, on the 15th day of July, 1939, under the number 457635.

| 1464, 1466

To be detached from the said lots, the part sold to the Town of Pointe-aux-Trembles, for opening and establishment of the road joining the bridge of Boulevard Pie IX, in the Town of Montreal North and Sherbrooke Street, in the limits of the Town of Pointe-aux-Trembles, by deed registered at the Registry Office, in Montreal, on the 15th day of July, 1939, under the number 457636.

| 887, 888

To be detached from the said lots, the part sold to the Town of Pointe-aux-Trembles, for opening and establishment of the road joining the bridge of Boulevard Pie IX, in the Town of Montreal North and Sherbrooke Street, in the limits of the Town of Pointe-aux-Trembles, by deed registered at the Registry Office, in Montreal, on the 17th day of April, 1939, under the number 451716.

A piece of land composed of part of lot number Two of subdivision of original lot One Hundred and Ninety-Two (Part 192-2) on the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Pointe-aux-Trembles, Registration Division for Montreal, bounded in front, towards the North-West by Notre-Dame Street; in the back, towards the South-East by the ground owned by Harbor Commission of Montreal (St-Lawrence River); on one side, towards the North-East, by part of said lot number Two, and on the other side, towards the South-West, by another part of the said lot number Two; measuring in width, forty feet (40') on the full depth that may exist between the said Notre-Dame Street and the land of the Harbor Commission of Montreal; the North-East boundary of the said piece of land being at a distance of Two and Five tenths feet (2.5) of the division line between said lot number Two and lot number Three of the subdivision of said original lot number One Hundred and Ninety-Two and the South-West limit of the said piece of land being at a distance of Fifty-five feet (55') of the division line between the said lot number Two and the lot number One of the subdivision of the said original lot number One Hundred and Ninety-Two, the said distances of Two and Five tenths feet and Fifty-five feet being

étant mesurées à angle droit avec les lignes latérales de ladite lisière de terre, le tout plus ou moins mesure anglaise. Une servitude à perpétuité en faveur de la Ville de la Pointe-aux-Trembles affecte ce lot.

measured at right angles with the lateral line of the said piece of land, the whole more or less, English measure. A perpetual servitude in favor of the Town of Pointe-aux-Trembles affects this lot.

Les immeubles susdites sont tous aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, et situés dans la ville de la Pointe-aux-Trembles.

The above immoveables are all on the plan and book of reference of the Parish of Pointe-aux-Trembles, and situated in the Town of Pointe-aux-Trembles.

La dite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said properties.

Donné en la ville de la Pointe-aux-Trembles, ce Vingt-cinquième jour du mois de juin, mil neuf cent quarante-six.

Given at the Town of Pointe-aux-Trembles, this Twenty-fifth day of June, Nineteen hundred and forty-six.

(Sceau)

(Seal)

Le Secrétaire-trésorier,
PAUL-A. TRUDEAU.

PAUL-A. TRUDEAU,
Secretary-Treasurer.

14716-26-2-o

14716-26-2-o

VENTES PAR SHERIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

ABITIBI

Cour supérieure — District d'Abitibi

Superior Court — District of Abitibi

N° 6758 { ARTHUR AUGER, d'Amos, ver-
sus HENRI AUGER, de Land-
drienne, à savoir:

No. 6758 { ARTHUR AUGER, of Amos; ver-
sus HENRI AUGER, of Lan-
drienne, to wit:

Comme appartenant au défendeur le lot de terre numéro dix-sept (17) du Rang six (6) du cadastre officiel pour le canton Landrienne, avec bâtiments y élevés, circonstances et dépendances, sera vendu à la porte de l'église paroissiale de Landrienne, MARDI le SEIZIEME jour de JUILLET 1946, à DIX heures du matin.

As belonging to the defendant that lot of land number seventeen (17) of range six (6) of the official cadastre for the township of Landrienne, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, will be sold at the parochial church door of Landrienne, on TUESDAY, the SIXTEENTH day of JULY, 1946, at TEN o'clock in the forenoon.

Cabinet du shérif, J.-U. DUMONT.
Amos, 11 juin 1946. 14525-24-2-o
[Première insertion, 15 juin 1946].

Sheriff's Office, J.-U. DUMONT, Sheriff.
Amos, June 11, 1946. 14525-24-2
[First insertion, June 15, 1946]

JOLIETTE

JOLIETTE

Fieri facias de bonis et de terris
District de Joliette

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Joliette

Cour Supérieure, { DAME MADELEINE
N° 8270 { DESROSIERS, de la
cité et du district de Joliette, épouse contractuel-
lement séparée de biens de Georges-Noël Joly,
du même lieu, vs Ledit GEORGES-NOËL JO-
LY, ci-dessus désigné. Saisi comme appartenant
au défendeur:

Superior Court, { DAME MADELEINE
No. 8270 { DESROSIERS, of the
city and district of Joliette, wife separate as to
property by marriage contract of GEORGES-
NOËL JOLY, of the same place, vs The said
GEORGES-NOËL JOLY, hereinabove designat-
ed.

Un emplacement faisant partie du lot numéro trente (ptie-30) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Félix de Valois, contenant quatre-vingt-trois pieds de largeur au chemin et soixant-et-une pieds de largeur à l'autre bout, sur cent soixante-cinq pieds de profondeur dans la ligne nord-ouest, et deux cent neuf pieds de profondeur dans l'autre ligne, borné en front par le chemin public, à l'autre bout par la terre de Xavier Gravel ou représentants (p-30), d'un côté au nord-ouest par un terrain (p-31) appartenant à Evélina Bellehumeur, veuve de Joseph Poirier ou représentants, et d'autre côté par un terrain appartenant à Léonce Miville ou représentants (p-30), bâti de maison et dépendances.

Seized as belonging to the defendant.
An emplacement forming part of lot number thirty (Pt. 30) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Félix de Valois, measuring eighty three feet in width at the road, and seventy one feet in width at the other end, by one hundred and sixth five feet in depth in the northwest line and two hundred and nine feet in depth in the other line, bounded in front by the public road, at the other end by the land of Xavier Gravel or representatives (Pt. 30), on one side to the northwest by a lot of land (Pt. 31) belonging to Evélina Bellehumeur, widow of Joseph Poirier or representatives, and on the other side by a lot of land belonging to Léonce Miville or representatives (Pt. 30), with a house and dependencies thereon erected.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Félix de Valois, le HUIT AOÛT 1946, à DIX heures de l'après-midi.

Le Député-shérif,
Bureau du shérif, ROLAND PERRAULT,
Joliette, 28 juillet 1946. 14790-27-2-o
(Première insertion, 6 juillet 1946)

To be sold at the church door of the parish of St-Félix de Valois, on the EIGHTH of AUGUST, 1946, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Deputy Sheriff,
Joliette, July 28, 1946. 14790-27-2
(First insertion, July 6, 1946)

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { MARIE-ANNE NOEL, N° 230986 }
veuve en première nocces de Oscar Pelletier, et maintenant épouse commune en bien de Georges Deveault, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demanderesse vs JOSEPH TELLIER dit LAFORTUNE, défendeur:

Le quart (¼) indivis de deux lots de terre situés dans la cité de Montréal, ayant front sur la rue Panet, connus et désignés comme étant les lots numéros cent quarante-deux et cent quarante-trois, subdivision officielle du lot numéro mille cent un (1101-142 & 143) au cadastre officiel pour le quartier Ste-Marie, en la dite cité de Montréal, avec chacun des dits lots trente-huit pieds de front par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, avec toutes les constructions dessus érigées et notamment celles portant les numéros civiques 2127 à 2147 de la dite rue Panet.

Pour être vendus "en Bloc", à mon bureau, en la cité de Montréal, le huit août prochain, à dix heures du matin.

Un dépôt de \$287.50, sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Mackinnon, en date du 2 juillet 1946.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L. P. CAISSE,
Montréal, 3 juillet 1946. 14791-27-2-o
(Première insertion, 6 juillet 1946)

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montréal, to wit: { MARIE-ANNE NOEL, No. 230986 }
wife by first marriage of Oscar Pelletier, and now wife common as to property of Georges Deveault, and the latter to authorize this wife for the purposes hereof, plaintiff; vs JOSEPH TELLIER dit LAFORTUNE, defendant.

The undivided quarter (¼) of two lots of land situate in the city of Montreal, fronting on Panet Street, known and designated as being lots numbers one hundred and forty-two and one hundred and forty-three, official subdivision of lot number one thousand one hundred and one (1101-142 & 143) of the official cadastre for St. Mary's Ward, in the said city of Montreal, each of said lots measuring thirty-eight feet in front by one hundred feet in depth, English measure, more or less, with all the buildings thereon erected and in particular those bearing civic numbers 2127 to 2147 of said Panet Street.

To be sold "en bloc", at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$287.50 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Mackinnon, dated July 2, 1946.

L. P. CAISSE,
Sheriff's Office, Sheriff,
Montréal, July 3, 1946. 14791-27-2
(First insertion, July 6, 1946)

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 27

Index of the Quebec Official Gazette, No. 27

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1805 NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1805

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association Canadienne des Employés Municipaux de Thetford Mines (Formation).....	1818
Irish & Maulson, Quebec, Limited (Directeurs).....	1815
La Caisse Populaire Desjardins de St-Philippe-de-Néri (Fondation).....	1817
L'Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 19 (Formation).....	1819
L'Association Corporative Protectrice des Employés-Barbiers-Coiffeurs de Montréal (Nom changé).....	1815
L'Association des Producteurs et Distributeurs de Lait de la Région de Beauce (Formation).....	1816
Le Syndicat de l'U.C.C. de Amos (Formation).....	1816
Le Syndicat de l'U.C.C. de Batiscaan (Formation).....	1819

Association Canadienne des Employés Municipaux de Thetford Mines (Formation).....	1818
Irish & Maulson, Quebec, Limited (Directeurs).....	1815
La Caisse Populaire Desjardins de St-Philippe-de-Néri (Foundation).....	1817
L'Association Catholique des Institutrices Rurales du District No. 19 (Formation).....	1819
L'Association Corporative Protectrice des Employés-Barbiers-Coiffeurs de Montréal (Name changed).....	1815
L'Association des Producteurs et Distributeurs de Lait de la Région de Beauce (Formation).....	1816
Le Syndicat de l'U.C.C. de Amos (Formation).....	1816
Le Syndicat de l'U.C.C. de Batiscaan (Formation).....	1819

Le Syndicat de l'U.C.C. de Notre-Dame-du-Bon-Conseil (Formation).....	1817	Le Syndicat de l'U.C.C. de Notre-Dame-du-Bon-Conseil (Formation).....	1817
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Blaise-de-Barraute (Formation).....	1817	Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Blaise-de-Barraute (Formation).....	1817
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Marguerite (Formation).....	1818	Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Marguerite (Formation).....	1818
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Paule (Formation).....	1818	Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Paule (Formation).....	1818
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Georges, Jonquière (Formation).....	1818	Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Georges, Jonquière (Formation).....	1818
Syndicat Catholique National des Employés de Aviv Textile, Inc. (Formation).....	1817	Syndicat Catholique National des Employés de Aviv Textile, Inc. (Formation).....	1817
Syndicat Coopératif Agricole d'Aqueduc de Ste-Elisabeth (Fondation).....	1817	Syndicat Coopératif Agricole d'Aqueduc de Ste-Elisabeth (Fondation).....	1817
Syndicat d'Aqueduc de Ruisseau-Vert (Fondation).....	1818	Syndicat d'Aqueduc de Ruisseau-Vert (Fondation).....	1818
COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:		COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:	
Alfred D. McKelvy Company.....	1819	Alfred D. McKelvy Company.....	1819
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AFFAIRES MUNICIPALES:		MUNICIPAL AFFAIRS:	
St-Pacôme, village de.....	1819	St-Pacôme, village of.....	1819
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Examen des aspirants à la charge d'inspecteur d'écoles.....	1821	Examination of candidates for the position of Inspector of Schools.....	1821
Laval, munic. scolaire du canton de... ..	1820	Laval, school munic. of the township of.....	1820
Limbour, munic. scolaire de.....	1820	Limbour, school munic. of.....	1820
Ste-Félicité, munic. scolaire de.....	1821	Ste-Félicité, school munic. of.....	1821
Taché, munic. scolaire du canton de... ..	1820	Taché, school munic. of the township of.....	1820
TRAVAIL:		LABOUR:	
Comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec (Modification).....	1821	Joint Committee of the Construction Industry of Quebec (Amendment).....	1821
Commerce de l'alimentation au détail dans la région de Québec (Modification).....	1826	Food Products Retail Trade of the Quebec Region (Amendment).....	1826
L'Association des Employés de l'Auto-Voiture des Cantons de l'Est, Inc. (Requête).....	1822	L'Association des Employés de l'Auto-Voiture des Cantons de l'Est, Inc. (Request).....	1822
TRÉSOR:		TREASURY:	
Assurances:		Insurance:	
Aluminium Fiduciaries Limited <i>et al.</i> ...	1828	Aluminium Fiduciaries Limited <i>et al.</i> ...	1828
L'Urbaine, Compagnie d'Assurance contre l'Incendie de Paris, France.....	1828	Urbaine Fire Insurance Company of Paris, France.....	1828
EXAMENS DU BARREAU:		BAR EXAMINATIONS:	
Hull: pratique du droit.....	1828	Hull: practice of law.....	1828
Montréal: étude du droit.....	1829	Montreal: study of law.....	1829
Québec: étude du droit.....	1829	Québec: study of law.....	1829
Richelieu: étude du droit.....	1829	Richelieu: study of law.....	1829
St-François: étude du droit.....	1829	St. Francis: study of law.....	1829
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Association des Vétérans Propriétaires de Taxis de Montréal — Veterans' Taxi Owners Association of Montreal.....	1806	Veterans' Taxi Owners Association of Montreal — Association des Vétérans Propriétaires de Taxis de Montréal.....	1820
Battery & Electric Service (Three Rivers) Ltd.....	1807	Battery & Electric Service (Three Rivers) Ltd.....	1807
Girard-MacLean Limitée — Girard-MacLean Limited.....	1807	Girard-MacLean Limitée — Girard-MacLean Limited.....	1807
Graceline Specialties Inc.....	1814	Graceline Specialties Inc.....	1814
J. A. Thibault Ltée.....	1814	J. A. Thibault Ltée.....	1814
La Compagnie Foncière Méthot, Incorporée.....	1815	La Compagnie Foncière Méthot, Incorporée.....	1815

La Conserverie de Charlesbourg, Ltée	1808	La Conserverie de Charlesbourg, Ltée	1808
Lambton Manufacturing Limited	1808	Lambton Manufacturing Limited	1808
Les Agences Électriques Ltée — Elec- tric Agencies Ltd.	1809	Electric Agencies Ltd. — Les Agences Électriques Ltée	1809
Les Concerts Symphoniques de Sher- brooke, Inc. — Sherbrooke Symphony Concerts, Inc.	1809	Sherbrooke Symphony Concerts, Inc. — Les Concerts Symphoniques de Sher- brooke, Inc.	1809
Les Entreprises St-Louis Ltée — St. Louis Enterprises Ltd.	1810	St. Louis Enterprises Ltd. — Les Entre- prises St-Louis Ltée	1810
Metropolitan Service Incorporated	1810	Metropolitan Service Incorporated	1810
Naval Officers Club (Montreal) Inc.	1811	Naval Officers Club (Montreal) Inc.	1811
Products and Services Limited	1 01	Products and Services Limited	1811
Raleigh Investments, Inc.	1 12	Raleigh Investments, Inc.	1812
Sherbrooke Theatre Inc.	1812	Sherbrooke Theatre Inc.	1812
Tires & Supplies Limited	1813	Tires & Supplies Limited	1813
Van Mers Mines Limited	1813	Van Mers Mines Limited	1813

NOMINATIONS:

Diverses	1830
--------------------	------

SIÈGES SOCIAUX:

Antoine Guertin Limitée	1831
L'Union des Locataires	1830
Maîtrise d'Arts Limitée	1830
Mountain Crest Mines, Limited	1830

SOUMISSIONS:

Kénogami, ville de	1831
------------------------------	------

VENTES POUR TAXES:

Amos, ville de	1832
Chicoutimi, cité de	1833
Commission scolaire de Garnier	1834
Pointe-aux-Trembles, ville de	1835

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Auger vs Auger	1837
--------------------------	------

JOLIETTE:

Desrosiers vs Joly	1838
------------------------------	------

MONTREAL:

Noel et vir vs Lafortune	1838
------------------------------------	------

14799-o

APPOINTMENTS:

Miscellaneous	1830
-------------------------	------

HEAD OFFICES:

Antoine Guertin Limitée	1831
Union of Tenants	1830
Maîtrise d'Arts Limitée	1830
Mountain Crest Mines, Limited	1830

TENDERS:

Kénogami, town of	1831
-----------------------------	------

SALES FOR TAXES:

Amos, town of	1832
Chicoutimi, city of	1833
School Commission of Garnier	1834
Pointe-aux-Trembles, town of	1835

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Auger vs Auger	1837
--------------------------	------

JOLIETTE:

Desrosiers vs Joly	1838
------------------------------	------

MONTREAL:

Noel et vir vs Lafortune	1838
------------------------------------	------

14799-o